

Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son premier trimestre clos le 30 juin 2011. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société se situe à 43,1 millions \$CA (0,17 \$CA par action) ce trimestre, comparativement à 37,2 millions \$CA (0,14 \$CA par action) l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

Les produits des activités ordinaires au cours du trimestre se sont établis à 427,9 millions \$, en hausse de 17 % par rapport aux revenus du premier trimestre de l'exercice précédent établis à 366,4 millions \$.

« Nous avons connu de bons résultats ce trimestre attribuables à notre secteur Civil, qui continue de tirer profit du cycle haussier de l'aviation commerciale et de notre position de chef de file dans les marchés émergents », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Les ventes de simulateurs de vol connaissent un bon départ et nous avons signé trois accords déterminants de coentreprises, notamment l'impartition complète de la formation par AirAsia, l'une des compagnies aériennes à la croissance la plus rapide au monde. Du côté de la défense, les retards au niveau des commandes ont ajouté des pressions sur les marges, mais nous avons atteint une croissance solide des revenus par rapport à l'an dernier. Les perspectives de marché sont plus difficiles à mesure que les gouvernements réévaluent leur structure de défense et sont aux prises avec des contraintes budgétaires. Toutefois, notre carnet de commandes sain, notre proposition de valeur à long terme et notre position sur les principaux marchés de croissance nous donnent confiance en une croissance future. »

Le résultat opérationnel au premier trimestre se situe à 72,0 millions \$, soit 16,8 % des revenus.

CAE a pris la décision ce trimestre de présenter les Nouveaux marchés principaux (NMP) comme un secteur distinct afin de leur donner une plus grande visibilité auprès des investisseurs et afin d'avoir une idée plus précise du rendement du secteur Formation et services associés – Civil, qui englobait auparavant les NMP.

Secteurs civils

Les revenus de nos secteurs civils combinés ont augmenté de 19 % au premier trimestre pour atteindre 210,1 millions \$, comparativement à 176,9 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel s'élève à 45,2 millions \$ (21,5 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 36,4 millions \$ (20,6 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Le niveau d'activité du secteur Civil de CAE s'est renforcé au cours du premier trimestre avec la signature de 11 commandes de simulateurs de vol par des clients en Asie, en Europe et en Amérique. Nous avons également renouvelé et ajouté une série de contrats de formation qui devraient générer 104,9 millions \$ en revenus futurs. Nous avons annoncé que nous doublerons le nombre d'emplacements dans notre réseau mondial d'écoles de formation pour l'aviation d'affaires pour le faire passer à huit, en tenant compte de l'ajout de centres en Asie et en Amérique du Sud. Du côté de l'aviation commerciale, nous avons annoncé l'établissement de trois importantes coentreprises au cours du trimestre au Salon international de l'aéronautique de Paris. Nous avons annoncé une coentreprise avec AirAsia visant à lui fournir, de même qu'à d'autres clients tiers, de la formation pour les pilotes, les membres d'équipage, les techniciens de maintenance et le personnel au sol. Nous avons également annoncé la mise en place d'un nouveau centre de formation en coentreprise à Delhi (Inde) avec Interglobe, la société mère d'IndiGo Airlines. De plus, nous avons annoncé l'établissement d'une troisième coentreprise au cours du trimestre avec Mitsui & Co. visant à établir et à exploiter un centre de formation au Japon en appui du lancement imminent du jet régional Mitsubishi.

Pour les secteurs civils combinés, nous avons reçu 229,8 millions \$ en commandes ce trimestre, ce qui représente un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,09. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,27.

Secteurs militaires

Les revenus des secteurs militaires combinés de CAE ont augmenté de 14 % au premier trimestre pour atteindre 206,4 millions \$ comparativement à 181,8 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel s'élève à 29,4 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 31,2 millions \$ (17,2 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Au cours du trimestre, CAE a remporté une lettre de sous-contrat octroyée par Boeing Training Systems and Services portant sur la prestation de services de maintenance et de soutien pour les simulateurs de missions de l'avion de chasse M-346 en cours de développement pour un client international. Les services de soutien, qui commenceront en 2013 à la suite de la livraison du système d'entraînement au sol M-346, s'échelonnent sur une période de 20 ans. Nous avons également constaté la reprise des activités d'approvisionnement aux États-Unis, ce qui s'est traduit par un contrat octroyé à CAE de la part de l'United States Navy portant sur la conception et la construction de deux dispositifs d'entraînement MH-60R Seahawk supplémentaires. Nous avons également remporté un contrat de sous-traitance portant sur la conception et la construction d'entraîneurs pour l'United States Air Force en vertu du programme de modernisation de l'avionique (AMP) C-130 de Boeing. Dans le domaine terrestre, nous avons remporté un contrat portant sur la fourniture de cinq systèmes de formation à la maintenance des chars Abrams pour l'United States Army. Nous avons également fait équipe avec Force Protection Industries en vue de présenter une soumission pour le projet Véhicule blindé tactique de patrouille (VBTP) des Forces canadiennes.

Les prises de commandes des secteurs militaires combinés se chiffrent à 209,7 millions \$ ce trimestre pour un ratio des commandes/ventes de 1,02. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,98. En plus du carnet de commandes des secteurs militaires combinés de CAE qui s'établit à 2,15 milliards \$ au 30 juin 2011, les commandes non financées combinées des secteurs militaires s'établissent à 342,3 millions \$.

Nouveaux marchés principaux

Les produits des activités ordinaires des Nouveaux marchés principaux ont augmenté de 48 % au premier trimestre pour atteindre 11,4 millions \$, comparativement à 7,7 millions \$ l'an dernier. La perte opérationnelle s'établit à 2,6 millions \$ comparativement à 1,9 million \$ l'an dernier.

CAE Santé a vendu plus de 25 systèmes de simulation chirurgicale et en échographie à des clients en Australie, en Asie, en Europe et en Amérique du Nord, y compris des institutions comme la Mayo Clinic et le Massachusetts General Hospital.

CAE Mines a vendu ses systèmes de planification des mines et de modélisation géologique à 18 nouveaux clients, dont Kazakhmys au Kazakhstan, African Minerals en Sierra Leone, Vale au Brésil et Koza Gold en Turquie.

Autres points saillants financiers

La charge d'impôt sur le résultat est de 13,6 millions \$ ce trimestre, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 24 %. Toutes proportions gardées, plus de produits des activités ordinaires ont été générés ce trimestre auprès de juridictions ayant un taux d'imposition plus faible par rapport à l'an dernier.

Les flux de trésorerie disponibles affichent un montant négatif de 88,5 millions \$ ce trimestre en raison de la diminution des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie comparativement au trimestre précédent. Nous constatons habituellement une importante variation défavorable du fonds de roulement hors trésorerie au premier trimestre de chaque nouvel exercice et cela est principalement attribuable à la diminution des comptes créditeurs et des charges à payer, et à la hausse de la position nette de nos contrats en cours et de nos comptes débiteurs.

Les dépenses d'investissement en immobilisations totalisent 30,5 millions \$ ce trimestre, soit 19,6 millions \$ en appui de nos initiatives de croissance et le reste pour la maintenance.

La dette nette de 520,5 millions \$ au 30 juin 2011 se compare à une dette nette de 383,8 millions \$ au 31 mars 2011, les deux étant mesurées selon les normes IFRS. La hausse de 136,7 millions \$ est principalement attribuable à une augmentation de nos comptes de fonds de roulement.

CAE versera un dividende de 0,04 \$ par action le 30 septembre 2011 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 septembre 2011.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 juin 2011

1. POINTS SAILLANTS

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le présent rapport trimestriel représente notre premier rapport intermédiaire selon les IFRS et doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos le 30 juin 2011, qui ont été préparés conformément aux normes IAS 34 *Information financière intermédiaire* et IFRS 1 *Première application des IFRS* publiées par l'IASB. Les chiffres comparatifs pour chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS. Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires pour des précisions sur les ajustements les plus significatifs qui ont été apportés à l'état de la situation financière, au compte de résultat, à l'état du résultat global et au tableau des flux de trésorerie.

DONNÉES FINANCIÈRES

PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

Produits des activités ordinaires en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 427,9 millions \$ ce trimestre, en baisse de 37,7 millions \$, soit 8 %, par rapport au trimestre précédent et en hausse de 61,5 millions \$, soit 17 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011.

Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 43,1 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 45,5 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une diminution de 2,4 millions \$, soit 5 %, et comparativement à 37,2 millions \$ (soit 0,14 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice 2011, ce qui représente une hausse de 5,9 millions \$, soit 16 %;
- Abstraction faite de la reprise de la provision de restructuration de 1,0 million \$ pour le trimestre précédent, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 44,7 millions \$ (soit 0,17 \$ par action).

Flux de trésorerie disponibles¹ négatifs de 88,5 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles ont affiché une valeur négative de 87,8 millions \$ ce trimestre, comparativement à une valeur positive de 162,1 millions \$ au trimestre précédent et à une valeur négative de 44,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les autres dépenses liées aux actifs se sont élevées à 15,7 millions \$ ce trimestre, comparativement à 19,0 millions \$ pour le trimestre précédent et à 13,4 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles s'est établi à 23,7 millions \$ ce trimestre, à 0,1 million \$ au trimestre précédent et à néant au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 8,7 millions \$ ce trimestre, 10,1 millions \$ au trimestre précédent et 7,6 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 166,3 millions \$

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a augmenté de 143,2 millions \$ pour s'établir à 192,1 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont augmenté de 23,1 millions \$, tandis que les autres passifs non courants sont demeurés stables;
- La dette nette¹ s'établissait à 520,5 millions \$ à la fin du trimestre, comparativement à 383,8 millions \$ au trimestre précédent.

COMMANDES¹

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes¹ pour le trimestre s'est établi à 1,05 (ratio combiné de 1,09 pour les secteurs civils, de 1,02 pour les secteurs militaires et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,11 (ratio combiné de 1,27 pour les secteurs civils, de 0,98 pour les secteurs militaires et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 450,9 millions \$, comparativement à 476,2 millions \$ au dernier trimestre et à 426,5 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2011;
- Le carnet de commandes¹ s'établissait à 3 463,2 millions \$ au 30 juin 2011.

¹ Mesure hors PCGR (Voir point 5).

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 104,9 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu des nouvelles commandes de 124,9 millions \$, notamment des contrats pour 11 simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des nouvelles commandes de 146,2 millions \$ pour de nouveaux systèmes d'entraînement et des mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 63,5 millions \$.

Nouveaux marchés principaux

- Notre secteur Nouveaux marchés principaux a reçu des nouvelles commandes de 11,4 millions \$.

AUTRES

- Le 26 mai 2011, nous avons annoncé la nomination de Stéphane Lefebvre à titre de vice-président, Finances et chef de la direction financière de CAE inc., en remplacement d'Alain Raquepas;
- Au cours du trimestre, nous avons conclu de nouveaux accords de coentreprises visant l'établissement du CAE Japan Flight Training Inc. (51 %), de l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (50 %) et du centre de formation de Delhi (25 %).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice* et *2012* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2012;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2011;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 10 août 2011 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers consolidés non audités et les notes qui les complètent pour le premier trimestre clos le 30 juin 2011. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du premier trimestre de l'exercice 2012. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les IFRS. Tous les tableaux présentés sont fondés sur des chiffres non audités.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2011 et dans nos états financiers consolidés annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel de 2011 présente également un complément d'information au sujet de ce qui suit :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et les autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Acquisitions, regroupements d'entreprises et cessions;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Contrôle et procédures;
- Le rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2011.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. CAE est présente dans le monde entier, comptant plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans plus de 20 pays. Nos produits des activités ordinaires annuels sont supérieurs à 1,6 milliard \$ et proviennent à hauteur de près de 90 % d'exportations mondiales et d'activités internationales. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique, lequel compte 32 centres de formation civile, militaire et sur hélicoptères à partir desquels nous assurons chaque année la formation de plus de 80 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol (FFS) qui recréent le comportement des appareils dans une large gamme de situations et de conditions ambiantes. En tirant parti de nos compétences de base et de nos pratiques exemplaires en matière d'aviation, nous offrons également des solutions dans les secteurs des soins de santé et des mines, qui sont soumis à des impératifs opérationnels semblables en matière de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, les services aéronautiques et les services professionnels.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions. Nous voulons être le partenaire de mission de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et de permettre la prise de meilleures décisions.

3.3 Nos activités

CAE dessert essentiellement deux grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation d'élèves-pilotes et les organismes de formation aéronautique;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Nous desservons aussi le marché des soins de santé, particulièrement des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des entreprises médicales et des constructeurs, ainsi que le marché minier, desservant des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

Nous sommes un chef de file mondial ayant des capacités inégalées pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus d'efficacité opérationnelle, de sécurité et de préparation aux missions. À ce titre, nous utilisons une approche fondée sur des solutions, ce qui se traduit souvent par des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services. Bien que cette stratégie clé en main donne lieu à un regroupement sans cesse croissant des produits et des services, nous présentons, depuis 2006, nos résultats dans quatre secteurs distincts : un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun de nos deux principaux marchés. En plus de nos activités dans les secteurs civil et militaire, nous présentons nos résultats dans les domaines des soins de santé et des mines, lesquels seront dorénavant compris dans le secteur Nouveaux marchés principaux ou NMP (précédemment présentés dans le secteur Formation et services associés – Civil). Les chiffres correspondants du secteur Formation et services associés – Civil ont été retraités.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires, ainsi que de la formation sur hélicoptères au personnel navigant, aux membres d'équipage, au personnel de maintenance et au personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale et de formation sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions émergentes à forte croissance de l'Amérique latine, de la Chine, de l'Asie du Sud-Est, de l'Inde et du Moyen-Orient. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale, l'aviation commerciale, les exploitants d'hélicoptères et l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 160 FFS et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans une vingtaine de pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des organismes de formation aéronautique (FTO) et des centres appartenant à des tiers. Parmi nos centaines de clients, plus d'une douzaine de grandes compagnies aériennes, d'exploitants d'avions et de constructeurs OEM dans le monde entier ont avec nous des liens d'affaires stratégiques, des partenariats et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. L'Académie mondiale CAE est le plus important réseau d'écoles de formation d'élèves-pilotes au monde avec une capacité de formation de 1 800 élèves-pilotes chaque année. Parallèlement à l'Académie mondiale CAE, nous offrons des services de placement des pilotes.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, construit et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de matériels de simulation de vol pour l'aviation civile. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Récemment, nous avons conçu, ou conclu des contrats pour concevoir, des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, les Boeing 747-8 et 787, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries, Global Express et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, la croissance de la capacité et du trafic passager est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans les marchés émergents ont surclassé ce taux de croissance moyen mondial, ce qui est particulièrement intéressant pour CAE compte tenu de la place que nous occupons dans ces régions. Les transporteurs traditionnels américains ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et moins énergivores. La croissance solide du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, les commandes d'appareils et l'utilisation sont aussi surtout tributaires du PIB, mais plus précisément de la rentabilité des entreprises. L'utilisation des avions exploités aux États-Unis doit s'améliorer de l'ordre de 15 % à 20 % pour regagner le terrain perdu durant la plus récente récession. Au cours des derniers mois, d'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier, Dassault et Gulfstream, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils, ce qui illustre leur regain de confiance dans les perspectives du marché. Dans l'ensemble, la demande reste stable pour le secteur des avions d'affaires de grande dimension et elle demeure stable quoique un peu plus faible pour les avions d'affaires de moyenne dimension, secteur qui s'améliore plus lentement. Dans le secteur des appareils de petite dimension, la demande est demeurée stable quoique plus faible. La demande devrait reprendre avec l'amélioration soutenue de facteurs économiques tels que la croissance des profits des entreprises et la hausse des dépenses d'investissement en immobilisations ainsi que la croissance de l'activité économique dans les marchés émergents.

Dans le secteur PS/C, en dépit de la forte concurrence, le niveau d'activité du marché s'est relevé durant l'exercice. Nous prévoyons maintenir notre position de chef de file du marché et vendre un peu plus de 30 FFS au cours de l'exercice 2012.

Les tendances à long terme suivantes constituent le fondement de la stratégie d'investissement de CAE sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes d'appareils;
- Nouvelles plateformes d'appareils plus efficaces;
- Renouvellement de la flotte d'aéronefs par les transporteurs traditionnels;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage);
- Nouvelles exigences de formation.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Pour le premier semestre de l'année 2011, le trafic passager a augmenté de 6,5 %, par rapport au premier semestre de l'année 2010, tandis que le fret-tonne-kilomètre a augmenté de 1,2 % au cours de la même période. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %, et nous prévoyons que cette progression se poursuivra pour les 20 prochaines années. Au titre des événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, mentionnons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse importante et soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux.

Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de la Chine, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité. On prévoit également la libéralisation progressive de leurs politiques de transport aérien et la conclusion d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services offerts par CAE. CAE est présente dans ces régions à forte croissance depuis plusieurs décennies et occupe une place de chef de file du marché, grâce à des établissements, à des partenariats stratégiques et à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

Carnets de commandes d'appareils

Au cours de l'année 2010, les constructeurs d'avions commerciaux Boeing et Airbus ont reçu un total net de 1 104 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations) et ils en ont reçu 811 au cours du premier semestre de l'année 2011. Ces constructeurs OEM assument un important carnet de plus de 7 000 appareils, qui devrait contribuer à créer des occasions d'affaires pour l'ensemble de notre catalogue de produits et de services de formation. En 2010, Boeing et Airbus ont fait état d'un total de 972 livraisons d'appareils, ce qui est essentiellement stable par rapport à l'année précédente. Pour le semestre clos le 30 juin 2011, les livraisons d'appareils commerciaux ont été portées à 480. Airbus et Boeing ont annoncé une série de hausses significatives de la production de leurs principaux modèles, notamment les Airbus A320 et A330 ainsi que les Boeing B737NG et B777. Ces hausses devraient se traduire par une augmentation de la demande pour les produits et les services de formation.

Le secteur de l'aviation d'affaires continue d'afficher un optimisme prudent sur le redressement continu du marché. Bien qu'il règne toujours une certaine incertitude, les constructeurs OEM ont démontré un regain de confiance en lançant un grand nombre de nouveaux programmes d'appareils. La reprise progressive du secteur de l'aviation d'affaires est déterminée par la demande d'appareils de grande dimension, surtout dans les marchés internationaux et émergents. Le nombre de vols de jets d'affaires s'est accru au cours des 12 derniers mois surtout pour ce qui est des vols outre-mer, selon la Federal Aviation Administration (FAA). Le secteur important des exploitants en copropriété a connu une utilisation accrue des appareils et a dû passer des commandes pour de nouveaux appareils.

Nouvelles plateformes plus efficaces

Les constructeurs OEM ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes plus efficaces. Les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Airbus A320neo, les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et 300, le Mitsubishi MRJ, le COMAC ARJ21, l'appareil russe UAC SSJ100 ainsi que les Bombardier Learjet 85 et CSeries en sont des exemples. La demande pour ces nouvelles plateformes plus efficaces est commandée par les prix élevés du carburant et, comme le pétrole compte pour une part importante des charges opérationnelles des compagnies aériennes, ces dernières cherchent activement des moyens de réduire ces coûts. L'Association du transport aérien international (IATA) estime que chaque hausse de un dollar du prix du baril de pétrole se traduit par des coûts supplémentaires de 1,6 milliard \$US pour le secteur mondial de l'aviation, et elle prévoit une hausse importante du prix moyen du pétrole au cours de l'année en cours. Cette anticipation d'une hausse a entraîné le besoin pour ces nouvelles plateformes.

Ces nouvelles plateformes plus efficaces vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Comme pour le contrat conclu au cours de l'exercice 2010 avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries, nous avons, au cours de l'exercice 2011, conclu des ententes avec ATR pour le nouvel appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour le nouveau MRJ et avec Airbus pour l'A350 XWB afin de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de la Série CAE 7000, les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et des programmes de formation complets, et étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. Cependant, si le programme subit des retards et que, par conséquent, les livraisons de nouveaux appareils sont aussi retardées, nos prises de commandes et nos livraisons de FFS le seront également.

Renouvellement de la flotte d'aéronefs par les transporteurs traditionnels

Le prix élevé du pétrole exerce des pressions sur la rentabilité des transporteurs et, par conséquent, les transporteurs traditionnels ont commencé à renouveler leurs flottes vieillissantes. Les récentes ententes phares conclues par American Airlines avec Boeing et Airbus sont le signe de l'introduction d'une nouvelle génération d'aéronefs dans le système de transport aérien aux États-Unis. Cette étape pourrait être le moteur de l'accélération du renouvellement de la flotte par les compagnies aériennes américaines.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques. Dans les marchés à croissance élevée comme l'Inde, la Chine, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, on s'attend à ce que la croissance à long terme du trafic aérien soit plus forte que dans les marchés parvenus à maturité, et l'infrastructure nécessaire pour satisfaire la demande prévue est absente.

Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'ont adopté plusieurs autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes d'avions modernes. Au quatrième trimestre de l'exercice 2010, nous avons lancé un programme MPL avec AirAsia pour répondre aux nouvelles exigences fondées sur le rendement développées par Transports Canada. Jusqu'à présent, le programme a atteint ou surpassé toutes les attentes, et le premier groupe de stagiaires a complété le programme et a commencé les vols payants. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient où le besoin en pilotes qualifiés formés de la manière la plus efficace possible est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Nouvelles exigences de formation

Le 1^{er} août 2010, les États-Unis ont approuvé l'*Airline Safety and Federal Aviation Administration Act of 2010*. Cette loi exige que la FAA développe et publie de nouveaux règlements ainsi que des mises à jour devant entrer en vigueur entre août 2012 et août 2013 et visant des enjeux importants tels que :

- Des restrictions quant au temps de vol et à la période de service de vol afin de diminuer la fatigue des pilotes;
- De nouveaux règlements régissant la formation spécialisée des pilotes, notamment en situation de décrochage, de perte de contrôle, d'accumulation de glace sur les appareils, de cisaillement du vent et d'autres phénomènes météorologiques défavorables, ayant pour effet d'étendre et d'officialiser l'utilisation de simulateurs dans ces situations;
- La durée, la fréquence et le contenu des programmes de formation des pilotes;
- Le projet de règlement obligeant les copilotes à détenir une licence de pilote de ligne et à avoir une expérience minimale de 1 500 heures de vol; il s'agit là d'un changement important étant donné que l'exigence actuelle ne fait état que d'une licence de pilote professionnel et d'au moins 250 heures de vol. La FAA se penche sur un système d'équivalences qui accepterait certaines formations théoriques, de la formation structurée et l'utilisation de simulateurs pour une partie des 1 500 heures requises.

Ces nouvelles exigences de formation des pilotes pourraient donner lieu à une simulation plus immersive et à un recours plus fréquent à la simulation pour la formation sur les missions.

MARCHÉ MILITAIRE

Nos activités dégagent des produits des activités ordinaires dans six segments connexes de la chaîne de valeur du marché de la défense. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau de simulateurs; nous fournissons des services de maintenance et de soutien; nous fournissons des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle; et nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l'emploi (COTS) pour les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les forces armées.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement et avons des centres d'excellence dans des marchés clés, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Allemagne, en Australie, en Inde et à Singapour. Nous avons mis en place des procédés d'exploitation à l'échelle mondiale qui nous permettent d'accorder une grande autonomie quant à la prise de décision au sein des régions tout en exploitant la gamme complète de nos produits, services et capacités, ce qui se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, construit et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation pour les forces terrestres et navales. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères militaires dans le monde et nous avons aussi élaboré plus de systèmes d'entraînement pour l'avion de transport Hercules C-130 que quiconque dans le monde. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de maintenance et de soutien, des services professionnels fondés sur la simulation ainsi que des solutions de soutien en service

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des systèmes de formation aux forces armées du monde entier, comme le centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) de la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni), le programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO) des Forces canadiennes, le système d'entraînement de l'équipage C-130 modernisé pour les Forces royales aériennes saoudiennes (RSAF) à la base aérienne du roi Abdullah, située à Jeddah, et le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'United States Air Force (USAF) dans 13 bases américaines et internationales. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'entraînement sur simulateur dans plus de 60 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Tendances et perspectives commerciales

Depuis sa création, le secteur militaire de CAE a été diversifié à l'échelle mondiale, car la majorité des dépenses de défense à l'échelle mondiale ont été à l'extérieur du marché intérieur canadien. Comme nos intérêts couvrent une gamme étendue de marchés nationaux et des budgets de défense connexes, notre secteur militaire est diversifié dans des marchés qui connaissent la croissance et des marchés calmes ou en repli.

À long terme, nous sommes encouragés par nos perspectives dans la défense et par la tendance mondiale des forces militaires à avoir de plus en plus recours à la simulation, ce qui nous porte à croire que les solutions fondées sur la simulation seront en bonne position pour relever quelques-uns des défis qui se posent en matière de budget pour le secteur de la défense. Nous considérons que CAE fait partie intégrante d'une solution pour réaliser des économies en matière de coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation aux missions. En outre, les marchés émergents comme l'Inde, les autres pays d'Asie et le Moyen-Orient prévoient une croissance des dépenses de la défense, et nous occupons une place de choix dans ces régions.

À court terme, notre carnet de commandes est solide, quoique les conditions du marché soient devenues plus difficiles en raison des pressions exercées sur les gouvernements, principalement aux États-Unis, en Europe continentale et au Royaume-Uni, afin qu'ils réduisent les dépenses concernant la défense dans le cadre des réformes fiscales. Jusqu'à présent, nous avons enregistré des retards dans l'attribution de contrats liés à certains programmes de défense des États-Unis et connu un report de décisions sur l'approvisionnement au Royaume-Uni et en Allemagne, ces pays étant en train d'évaluer les besoins en matière de structure de défense. Ces développements créent de nouveaux défis pour le secteur de la défense dans son ensemble et entraînent une plus grande volatilité à court terme en ce qui a trait à la prise de commandes et à notre performance. Jusqu'à présent, certains clients du secteur de la défense ont commencé à intensifier leur recours à la formation fondée sur la simulation afin de réduire les coûts de formation, mais une transition plus globale vers ce type d'activité ne s'est pas encore produite. Les dirigeants des forces de défense et des gouvernements ont clairement exprimé leur volonté de transférer un plus grand nombre d'heures de formation des aéronefs aux simulateurs, comme moyen de réaliser des économies récurrentes. Toutefois, l'urgence des réductions budgétaires à très court terme et l'incertitude entourant les besoins en matière de structure de défense ont fait en sorte que la principale priorité pour les forces de défense est de trouver des domaines où il est possible de faire des compressions, la priorité suivante étant de chercher des moyens de continuer à réaliser des économies. Dans cette situation, nous croyons que le marché de la défense est en général toujours dans la première étape de ce processus et qu'il en viendra à se tourner d'une manière plus significative vers la simulation comme outil pour réaliser des économies supplémentaires.

Bien que le rythme des approvisionnements de la défense soit devenu plus incertain, nous estimons à l'heure actuelle qu'environ 9 000 nouveaux aéronefs militaires pilotés par des personnes seront mis en service dans les flottes militaires du monde au cours des cinq prochaines années, ce qui devrait créer une demande pour quelque 275 FMS. Nous ne nous intéressons pas à toutes les plateformes ni à tous les marchés à l'heure actuelle, mais nous sommes en mesure de répondre à une partie importante de la demande prévue.

Nous croyons que, dans le contexte actuel, la capacité de CAE de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. En plus de soutenir les flottes dans le monde et l'ajout de nouveaux appareils, la demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- La volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- La demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Le coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- La nature actuelle des conflits armés, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération;
- La demande croissante pour la formation traditionnelle à la maison mère.

Nous avons déjà fait nos preuves en ce qui concerne le respect du budget et de l'échéancier de livraison des programmes et nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions pour une série de plateformes militaires, notamment des avions de transport, des avions-citernes, des hélicoptères, des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse et des avions de patrouille maritime. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J Hercules, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef de ravitaillement KC-46A, l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse M-346 et Hawk, les nouvelles versions des hélicoptères S-70 et H-60, les hélicoptères de transport lourd CH-47 Chinook, les systèmes aériens sans pilote (UAS) et d'autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Nos perspectives positives à long terme reposent sur la prévision que la demande mondiale pour ces types d'appareils se maintiendra. Ces plateformes mettent en jeu de nouveaux types d'appareils nécessitant des programmes à long terme et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des dix années à venir. Nous continuons également à rechercher la croissance par le développement de nos domaines liés au marché de la défense, comme la formation sur véhicules terrestres et les services professionnels.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

Les gouvernements et les forces de défense ont clairement exprimé leur volonté d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle. Des organisations militaires du monde entier ont manifesté la même volonté, plus particulièrement les forces armées des États-Unis et d'autres pays aux prises avec des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées ne sont pas obligées de former leurs pilotes sur simulateur; par conséquent, l'usage de simulateurs a traditionnellement été plus rare. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face à la menace croissante à l'échelle mondiale et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. L'USAF estime que la formation sur appareil coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la modélisation et la simulation. Selon la demande de budget du Department of Defence pour l'exercice 2012, les officiers de l'USAF, dans le but de réduire les coûts, ont proposé la baisse du budget de formation au vol. L'USAF promet que, en consacrant davantage de temps à la « formation évoluée sur simulateur », les équipages compenseront la perte de formation au vol. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armes sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes.

Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation

Nouvelles plateformes d'avions

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Ainsi, Hawker Beechcraft offre maintenant l'avion de reconnaissance armé et léger AT-6; Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon, et a obtenu le contrat de l'U. S. Air Force pour de nouveaux avions-citernes; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; Airbus Military est en train de promouvoir vigoureusement l'avion polyvalent de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) A330, le A400M et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production du C-130; Alenia Aermacchi commercialise avec succès les avions d'entraînement de pointe M-346 pour la formation initiale des pilotes de chasse, et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux forces armées et navales du monde entier. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, et nous disposons de produits à différents stades de conception et de production pour y répondre.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation. Cette application est bien comprise, et elle est utilisée par les forces militaires et les agences civiles du monde entier. Nous sommes d'avis qu'il existe des possibilités de croissance si nous sortons la simulation du simulateur et l'appliquons dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation aux programmes de recherche et de développement de même qu'à la conception et à l'essai des systèmes, à l'analyse des renseignements, à l'intégration et à l'exploitation, et à fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons récemment mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei. Les Forces armées royales du Brunei et le ministère de la Défense de ce pays ont recours au centre pour analyser les possibilités en matière de structure des forces, pour évaluer et valider les capacités, pour élaborer la doctrine et les tactiques, et pour soutenir les exercices de répétition de formation et de missions.

Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens d'économiser et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. Nous avons obtenu des contrats de cette nature au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Nous avons annoncé l'année dernière que CAE USA avait remporté un contrat d'une durée prévue de dix ans (sous réserve du financement annuel) portant sur la fourniture de services complets d'entraînement de l'équipage du KC-135 à l'USAF. CAE USA sera le maître d'œuvre responsable de la fourniture de services de gestion des programmes, d'instruction en classe et sur simulateur, de maintenance et de logistique, de mises à niveau des dispositifs d'entraînement et de déménagement des dispositifs pour plus de 3 500 membres d'équipage des avions-citernes KC-135 de l'USAF. En Australie, nous livrons une série de dispositifs d'entraînement pour l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) KC-30A et, après la mise en service, CAE fournira maintenant des services de formation complets, y compris des services d'instruction en classe et sur simulateur, aux RAAF.

Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mise à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en exploitation ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils. C'est le cas aux États-Unis, où Boeing est le maître d'œuvre clé pour le programme de modernisation de l'avionique (AMP) du C-130 pour l'USAF, et CAE développe pour Boeing de nouveaux dispositifs de formation pour l'AMP du C-130. L'USAF modernise également 52 anciens appareils C-5, les faisant passer à la configuration C-5M, qui comprend une mise à niveau des logiciels d'avionique et un programme de réingénierie. Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, nous avons remporté un appel d'offres concurrentiel visant la mise à niveau des dispositifs de formation pour les C-5 de l'USAF durant les prochaines années. L'obtention du contrat visant le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'USAF permet à CAE de mettre à niveau les dispositifs d'entraînement KC-135, ce qui est nécessaire vu les importantes mises à niveau des aéronefs et l'obsolescence des simulateurs.

Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers.

Nature actuelle des conflits armés, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération*Demande de réseautage*

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes.

Acceptation grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels d'environnement synthétique permettent aux militaires de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Au cours des dernières années, nous avons livré au 160^e régiment d'aviation des opérations spéciales de l'Armée de terre américaine des simulateurs de missions de combat MH-47G et MH-60L dotés de l'architecture environnement commun/base de données commune (CE/CDB) développée par nous. L'architecture CE/CDB rehausse les capacités de création rapide des bases de données pour les répétitions de missions sur simulateur.

Demande croissante pour la formation traditionnelle à la maison mère

À mesure que les États-Unis et leurs alliés réduisent le déploiement de leurs troupes de renfort des activités en Irak et en Afghanistan, il y aura une augmentation de la demande pour la formation traditionnelle à la maison mère. Lorsque les troupes ne participent pas à des opérations réelles, les forces armées doivent s'entraîner pour maintenir leurs aptitudes et leur préparation aux missions. La plupart des organisations militaires s'attendent à un rééquilibrage de la formation sur appareil et de la formation virtuelle et constructive. Par exemple, pour réaliser des économies, l'armée américaine prévoit réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive. Cela entraînera des possibilités pour les appareils et les services de formation. Toutefois, la plupart des organisations militaires prévoient également réduire leurs niveaux de force, ce qui se répercutera sur l'infrastructure de formation nécessaire actuelle et future.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Notre objectif est d'offrir aux professionnels de la santé des outils réalistes très complets pour les aider à raffiner leurs compétences et à mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre offre, qui intègre la simulation et la modélisation, va de la création de programmes de formation au déploiement d'une gamme étendue de simulateurs par spécialité.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans trois principaux secteurs. Nous avons lancé récemment une nouvelle gamme de simulateurs chirurgicaux, de simulateurs d'imagerie diagnostique et de simulateurs de patient qui permettent aux étudiants, aux professionnels des soins de santé et aux chirurgiens de s'entraîner à appliquer les procédures, mais aussi d'acquérir les compétences requises pour intervenir adéquatement auprès de patients ayant subi des traumatismes, pour effectuer des interventions minimalement invasives et se familiariser avec l'ultrasonoscopie. Les solutions de notre centre de simulation médicale sont conçues pour simplifier la logistique entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement, de débriefing et de planification des événements, et nous avons conclu des partenariats avec des centres pour la gestion quotidienne des activités, de la planification à la livraison des cours. Nos plateformes d'apprentissage, comme les applications mobiles et l'apprentissage en ligne, fournissent des outils de simulation pouvant être intégrés au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet d'optimiser le temps d'apprentissage de l'étudiant grâce à la livraison de contenu à distance, de même que les expériences et l'évaluation autogérées.

Tendances et perspectives commerciales

La simulation médicale permet aux praticiens d'appliquer les procédures dans un environnement où les erreurs n'entraînent pas de conséquences non souhaitées. Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System*. Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs de procédures en travaillant essentiellement à changer l'évaluation des compétences et la formation du personnel des soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de médecins.

Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique (diminution du traumatisme pour le client et périodes d'hospitalisation plus courtes), on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique dans un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique pour diverses procédures font de la chirurgie l'application par excellence pour la technologie de la simulation dans le secteur des soins de santé.

Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé

L'intégration de l'imagerie au secteur des soins de santé a augmenté en raison de la réforme de la réglementation sur les soins de santé, du développement de produits technologiques abordables découlant de la technologie et de la sensibilisation accrue du secteur aux avantages de la mise en œuvre de la technologie. La sensibilisation accrue des patients sur les options technologiques de remplacement en chirurgie et les autres procédures médicales ont aussi contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs de services à accepter et à mettre en œuvre des technologies de TI et des technologies évoluées d'imagerie. Par exemple, l'échographie au chevet est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs offrent un formidable potentiel dans la mesure où ils peuvent fournir au chevet du patient des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler. À condition que les médecins l'utilisant pour effectuer des examens hors laboratoire soient correctement formés, l'appareil à ultrasons portatif peut représenter un avantage énorme pour l'évaluation au chevet et le traitement des patients en soins intensifs.

Augmentation du coût des soins de santé

L'augmentation des services de première ligne et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services liés aux maladies chroniques et au vieillissement de la population. De plus, il existe un consensus général parmi les économistes de la santé sur le fait que la hausse du coût et des dépenses de soins de santé découle principalement de l'adoption à grande échelle des technologies médicales et d'un nombre accru de services et traitements médicaux complexes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes. L'adoption répandue des technologies médicales et le nombre accru de services médicaux complexes pourraient à la limite se traduire par une augmentation de la demande en produits et services de formation.

Pénurie de médecins

Le nombre de diplômés universitaires s'engageant dans les soins de première ligne ou la médecine familiale n'a cessé de baisser en raison de l'attrait de la médecine spécialisée, à laquelle sont associés une charge de travail moins élevée, des honoraires plus attractifs, une plus grande présence de la technologie et un style de vie moins exigeant. De plus, en dépit de l'attrait qu'elle représente, la médecine spécialisée est appelée elle aussi à connaître une pénurie, notamment en ce qui concerne les chirurgiens de médecine générale, les ophtalmologistes, les chirurgiens orthopédistes, les urologues, les psychiatres et les radiologistes. Les simulateurs médicaux et chirurgicaux virtuels favoriseront la formation des médecins et des professionnels de la santé en contribuant à soulager les goulots d'étranglement et à améliorer l'efficacité de la formation.

Marché des mines

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Afrique du Sud, en Australie, en Inde, au Kazakhstan, au Brésil, au Pérou et au Chili. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert, l'exploitation souterraine et l'exploitation minière industrielle aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq secteurs connexes de la chaîne de valeur du marché minier. Nous fournissons des logiciels de gestion des données géotechniques, de modélisation géologique aux fins de l'évaluation économique, de la stratégie minière, de la conception et de la production. Nos services de consultation fournissent des conseils sur les études conceptuelles de pré faisabilité et de faisabilité ainsi que des services de planification des mines aux fins de l'exploitation minière. Nos services de formation vont de l'acquisition des rudiments nécessaires à l'utilisation des logiciels au perfectionnement professionnel approfondi couvrant les techniques multidisciplinaires complexes. Nos appareils de détection à distance servent à saisir des images du front de taille afin de créer des images 3D aux fins de l'analyse structurelle. Nos centres d'activités fournissent des services en matière de conception, de construction et de gestion des centres d'exploitation.

Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines;
- Enjeux de sécurité;
- Programmes d'investissement.

Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction

Le prix des marchandises est déterminé par l'offre et la demande. L'accroissement de la consommation et de l'urbanisation dans les marchés émergents alimente la croissance de la demande pour les matières premières, en particulier les matériaux en vrac comme le minerai de fer et le charbon, alors que la conjoncture économique aux États-Unis et en Europe freine la croissance des marchés à maturité. Sur le plan de l'offre, les teneurs moyennes sont en baisse alors que la consommation d'énergie est en hausse, entraînant un changement important du prix de base du secteur.

Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. À défaut de pouvoir disposer d'un nombre accru de travailleurs expérimentés, la mise en valeur de nouveaux gisements et l'augmentation de la production freineront la croissance de l'approvisionnement.

Enjeux de sécurité

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

Programmes d'investissement

Les plus grandes sociétés minières au monde ont annoncé de concert un investissement de plus de 300 milliards \$ pour des programmes d'investissement, dont plus de 120 milliards \$ sont prévus pour l'année 2011. Les investissements sont de plus en plus axés sur les gisements situés dans des régions éloignées, où l'exploitation est plus exigeante. La plus grande part de l'activité d'exploration est effectuée par de jeunes sociétés minières qui investissent dans des programmes de forage afin de déterminer l'importance des ressources minérales et des réserves de minerai.

4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 juin 2011	31 mars 2011	Augmentation (diminution)
Dollar américain (\$US)	0,96	0,97	(1 %)
Euro (€)	1,40	1,38	1 %
Livre sterling (£)	1,55	1,56	(1 %)

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 juin 2011	31 mars 2011	Augmentation (diminution)	30 juin 2010	Augmentation (diminution)
Dollar américain (\$US)	0,97	0,99	(2 %)	1,03	(6 %)
Euro (€)	1,39	1,35	3 %	1,31	6 %
Livre sterling (£)	1,58	1,58	-	1,53	3 %

Pour le premier trimestre de l'exercice 2012, l'incidence de la conversion des résultats de nos opérations à l'étranger est négligeable par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau de centres de formation civile et militaire**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les IFRS, les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans la différence de conversion (autres réserves), qui est présenté dans la section Capitaux propres de l'état de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Inde)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériels qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques actuels de volatilité accrue du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôts et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas des secteurs FS/C et NMP, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits tous les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs destinés à la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, de même que le montant net des autres (profits) pertes.

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des produits des activités ordinaires au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel compte non tenu du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des activités abandonnées et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Premier trimestre de l'exercice 2012

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 427,9	465,6	410,8	388,0	366,4
Coût des ventes	\$ 288,3	311,0	274,8	258,8	237,4
Marge brute ²	\$ 139,6	154,6	136,0	129,2	129,0
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	% 32,6	33,2	33,1	33,3	35,2
Frais de recherche et de développement ²	\$ 15,2	12,9	9,2	9,8	12,6
Frais de vente, généraux et d'administration	\$ 62,3	67,1	61,4	55,2	56,2
Autres (profits) pertes – montant net	\$ (9,9)	(3,2)	(4,9)	(4,6)	(5,5)
Résultat opérationnel ²	\$ 72,0	77,8	70,3	68,8	65,7
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	% 16,8	16,7	17,1	17,7	17,9
Produits financiers	\$ (1,2)	(1,2)	(1,1)	(1,1)	(1,0)
Charges financières	\$ 16,1	16,4	16,7	16,1	15,2
Charges financières – montant net	\$ 14,9	15,2	15,6	15,0	14,2
Résultat avant impôts sur le résultat	\$ 57,1	62,6	54,7	53,8	51,5
Charge d'impôt sur le résultat	\$ 13,6	16,6	15,8	14,4	14,9
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	% 24	27	29	27	29
Résultat net	\$ 43,5	46,0	38,9	39,4	36,6
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 43,1	45,5	38,5	39,1	37,2
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	0,5	0,4	0,3	(0,6)
	\$ 43,5	46,0	38,9	39,4	36,6
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base	\$ 0,17	0,18	0,15	0,15	0,15
Dilué	\$ 0,17	0,18	0,15	0,15	0,14

Produits des activités ordinaires en baisse de 8 % par rapport au dernier trimestre et en hausse de 17 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

Les produits des activités ordinaires sont en baisse de 37,7 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Cette baisse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont enregistré une baisse de 44,1 millions \$, soit 25 %, principalement attribuable aux importantes étapes franchies au titre des programmes liés au NH90, en plus des progrès significatifs effectués au titre des programmes au Canada au quatrième trimestre de l'exercice 2011. La baisse s'explique également par la fin de certains programmes en Europe au cours du trimestre précédent, et elle a été en partie compensée par l'intégration de la division Technology Assisted Learning (TAL) de RTI International, acquise en février 2011;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont baissé de 6,8 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la diminution du soutien en service lié à un contrat européen et à une diminution de la formation au Royaume-Uni;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 9,9 millions \$, soit 13 %, en raison principalement des produits des activités ordinaires plus élevés constatés pour des simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours du trimestre;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 3,0 millions \$, soit 2 %, principalement en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires réalisés en Europe et en Asie et de l'intégration dans nos résultats des activités de formation au pilotage de CHC Helicopter. L'augmentation a été en partie contrebalancée par un apport moindre de l'Académie mondiale CAE;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 0,3 million \$, soit 3 %.

² Mesure hors PCGR (Voir point 5).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 61,5 millions \$ par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2011. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont enregistré une hausse de 19,4 millions \$, soit 17 %, principalement attribuable à l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011, et à l'intensification de l'activité liée aux programmes de formation sur hélicoptères pour les clients aux États-Unis et en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont enregistré une hausse de 19,1 millions \$, soit 29 %, principalement attribuable à la progression des commandes et à l'augmentation des produits des activités ordinaires constatés au titre de simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours du trimestre, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'écart de change défavorable;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 14,1 millions \$, soit 13 %, principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Europe, dans les marchés émergents et en Amérique du Nord ainsi qu'en Amérique du Sud, de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation au pilotage de CHC Helicopter. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont enregistré une hausse de 5,2 millions \$, soit 8 %, principalement attribuable aux produits des activités ordinaires comptabilisés au titre du programme ATS du KC-135 aux États-Unis et à l'augmentation du soutien en service au titre d'un programme au Canada;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont enregistré une hausse de 3,7 millions \$, soit 48 %.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel en baisse de 5,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 6,3 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel s'est établi à 72,0 millions \$ ce trimestre, soit 16,8 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 77,8 millions \$, soit 16,7 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 65,7 millions \$, soit 17,9 % des produits des activités ordinaires, au premier trimestre de l'exercice 2011. Exclusion faite de la reprise d'une provision de restructuration comptabilisée au quatrième trimestre de l'exercice 2011, le résultat opérationnel s'est établi à 76,8 millions \$, soit 16,5 % des produits des activités ordinaires pour ce trimestre.

Par rapport au trimestre précédent, le résultat opérationnel a diminué de 7 %. Les baisses de 15,2 millions \$ pour le secteur PS/M et de 1,4 million \$ pour le secteur FS/M ont été partiellement neutralisées par les hausses de 10,2 millions \$, de 1,3 million \$ et de 0,3 million \$ attribuables aux secteurs FS/C, NMP et PS/C, respectivement.

Par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011, le résultat opérationnel a augmenté de 10 %. Les hausses de 8,7 millions \$, de 1,5 million \$ et de 0,1 million \$ attribuables aux secteurs FS/C, PS/M et PS/C, respectivement, ont été partiellement neutralisées par les baisses de 3,3 millions \$ pour le secteur FS/M et de 0,7 million \$ pour le secteur NMP.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en baisse de 0,3 million \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 0,7 million \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

La baisse du montant net des charges financières par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'utilisation moins importante de la facilité de crédit renouvelable et par une réduction de la marge d'intérêt découlant de la modification apportée à l'entente de facilité de crédit en avril 2011.

L'augmentation du montant net des charges financières par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable à une hausse du volume de la dette, à l'utilisation accrue de la facilité de crédit renouvelable, en partie neutralisée par une marge d'intérêt moindre, et à une augmentation des autres intérêts débiteurs.

Taux d'impôt effectif de 24 % ce trimestre

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 13,6 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 24 %, comparativement à 27 % au trimestre précédent et à 29 % au premier trimestre de l'exercice 2011.

La baisse du taux d'impôt ce trimestre est essentiellement attribuable à la variation de la proportion des produits des activités ordinaires provenant de différentes juridictions.

6.2 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 463,2 millions \$ à la fin du trimestre. De nouvelles commandes de 450,9 millions \$ ont été enregistrées pendant le trimestre, alors que des produits des activités ordinaires de 427,9 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes et que des ajustements de 8,8 millions \$ ont été comptabilisés.

Stabilité du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2011
Carnet de commandes en début de période	\$ 3 449,0
+ commandes	450,9
- produits des activités ordinaires	(427,9)
+/- ajustements	(8,8)
Carnet de commandes en fin de période	\$ 3 463,2

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,05. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,11.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions intra-groupe sont comptabilisées au coût au niveau consolidé et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT**Résultat opérationnel sectoriel***(en millions, sauf marges opérationnelles)*

		T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	35,5	25,3	24,2	23,6	26,8
	%	28,6	20,9	21,4	21,5	24,4
Produits de simulation – Civil	\$	9,7	9,4	7,9	7,9	9,6
	%	11,3	12,3	11,8	12,5	14,3
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	18,8	34,0	28,6	25,1	17,3
	%	13,9	19,0	18,6	18,3	14,9
Formation et services associés – Militaire	\$	10,6	12,0	10,9	13,5	13,9
	%	14,9	15,4	16,5	19,3	21,1
Nouveaux marchés principaux	\$	(2,6)	(3,9)	(1,3)	(1,3)	(1,9)
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	\$	72,0	76,8	70,3	68,8	65,7
Reprise de la charge de restructuration	\$	-	1,0	-	-	-
Résultat opérationnel	\$	72,0	77,8	70,3	68,8	65,7

Capital utilisé³*(en millions)*

		T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	1 083,8	1 070,0	1 019,1	1 048,3	1 048,1
Produits de simulation – Civil	\$	83,4	58,7	86,8	83,5	76,4
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	282,7	197,9	224,1	189,4	171,6
Formation et services associés – Militaire	\$	205,2	177,7	182,4	190,9	190,2
Nouveaux marchés principaux	\$	44,6	40,4	33,5	26,3	23,6
	\$	1 699,7	1 544,7	1 545,9	1 538,4	1 509,9

7.1 Secteurs civils**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012**

- Nous avons lancé la troisième génération de notre générateur d'images CAE Tropos^{MC}-6000 qui domine le marché de la formation pour l'aviation civile, offrant une expérience améliorée de formation au pilotage avec de nouvelles fonctions qui tirent parti de la puissance des plus récents processeurs graphiques commerciaux;
- Nous avons annoncé avec Embraer qu'Embraer CAE Training Services (ECTS) élargira davantage ses programmes de formation des pilotes et des techniciens de maintenance pour inclure les appareils Embraer Phenom 100 et Phenom 300 dans la région d'origine du Phenom à São Paulo, au Brésil, en 2012;
- Nous avons annoncé que nous doublerons le nombre de centres dans notre réseau mondial de formation pour l'aviation d'affaires d'ici 2013, lequel passera de quatre à huit; de nouveaux centres seront établis à Amsterdam (Pays-Bas), dans la région de Mexico-Toluca (Mexique), dans la région de São Paulo (Brésil) (avec Embraer, comme il est mentionné ci-dessus), et à un endroit en Asie qui sera annoncé à une date ultérieure;
- Nous avons annoncé notre intention d'installer de nouveaux FFS dans les centres de formation de CAE pour l'aviation d'affaires et les exploitants d'hélicoptères civils, notamment : un Bell 412 et un Bombardier Learjet 45 au Mexique; un Hawker Beechcraft King Air Pro Line 21 à Dallas (Texas); et un poste de pilotage de Challenger 605 sur le simulateur Challenger 604 au Emirates-CAE Flight Training (ECFT), une coentreprise de formation située à Dubaï (Émirats arabes unis);
- Nous avons annoncé l'établissement en coentreprise avec AirAsia du Centre d'excellence de l'aviation asiatique (Asian Aviation Centre of Excellence) à Kuala Lumpur (Malaisie) pour la formation des pilotes, de l'équipage, du personnel de maintenance et du personnel au sol d'AirAsia ainsi que pour la formation du personnel des autres compagnies aériennes situées dans la région de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE);
- Nous avons annoncé la formation d'une coentreprise avec Mitsui & Co. en vue d'établir et d'exploiter un centre de formation au Japon en 2013 pour le nouvel appareil Mitsubishi Regional Jet (MRJ); le centre de formation fait partie d'une solution de formation complète pour le MRJ, dont un programme de fournisseur exclusif de formation pendant 10 ans;
- Nous avons annoncé la mise en place d'un centre de formation en coentreprise avec InterGlobe Enterprises Limited, en 2012, dans la capitale nationale de l'Inde, à Delhi, pour le marché indien de l'aviation.

³ Mesure hors PCGR (Voir point 5).

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS*(en millions, sauf les marges opérationnelles)*

	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 210,1	197,2	179,9	172,9	176,9
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 45,2	34,7	32,1	31,5	36,4
Marges opérationnelles	% 21,5	17,6	17,8	18,2	20,6
Carnet de commandes	\$ 1 311,6	1 290,3	1 098,5	1 000,0	958,1

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,09 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,27.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 104,9 millions \$, notamment :

- Un accord exclusif avec International Jet Management (IJM) pour assurer la formation de plus de 100 pilotes sur une variété de modèles d'appareils;
- Une entente de fournisseur de formation exclusif avec Nextant Aerospace pour la formation sur l'appareil Nextant Aerospace 400XT;
- Le prolongement de notre contrat de dotation de pilotes avec Lion Air, pour la formation initiale des élèves-pilotes afin de former des copilotes qui seront sélectionnés parmi les diplômés de l'Académie mondiale CAE en Europe; les diplômés obtiendront aussi leur qualification de type dans les centres de formation CAE;
- Le renouvellement de notre contrat avec Vietnam Airlines afin de former d'autres élèves-pilotes à l'Académie mondiale CAE, à Phoenix (Arizona);
- Un nouveau contrat conclu avec l'Association des pilotes professionnels antillo-guyanais, une initiative de la Commission européenne pour former des élèves-pilotes des Antilles françaises à l'Académie mondiale CAE de Phoenix et à l'Académie mondiale CAE de Bruxelles;
- Des contrats additionnels avec Jazz Aviation S.E.C. et Air Inuit pour la formation sur le nouvel avion régional Bombardier Dash8-Q400 au centre de formation de CAE à Montréal;
- Des contrats additionnels avec d'importants exploitants d'avions d'affaires en Europe pour la formation sur une douzaine de modèles d'avions dans des centres de formation CAE à Amsterdam, à Dallas, à Dubaï et à Londres; parmi les exploitants, mentionnons ABS Jets, Carre Aviation, Cukurova Aviation, Ocean Sky et VistaJet;
- Des contrats additionnels avec plusieurs clients, dont la compagnie IndiGo Airlines et la KLM Flight Academy, pour la formation initiale des élèves-pilotes dans les centres de formation de l'Académie mondiale CAE.

Résultats financiers*(en millions, sauf marges opérationnelles, unités NESA et FFS déployés)*

	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 124,0	121,0	113,2	109,9	109,9
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 35,5	25,3	24,2	23,6	26,8
Marges opérationnelles	% 28,6	20,9	21,4	21,5	24,4
Dotation aux amortissements	\$ 19,6	19,5	18,9	18,6	18,0
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 23,3	27,5	17,1	22,4	10,9
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 1,9	2,3	2,8	1,1	2,0
Capital utilisé	\$ 1 083,8	1 070,0	1 019,1	1 048,3	1 048,1
Carnet de commandes	\$ 970,5	986,5	774,2	695,3	706,8
Unités NESA ⁴	137	132	132	131	132
FFS déployés	160	156	152	151	150

(Les chiffres correspondants ont été retraités afin d'exclure les données du secteur NMP)

Produits des activités ordinaires en hausse de 2 % par rapport au trimestre précédent et de 13 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par les produits des activités ordinaires plus élevés réalisés en Europe et en Asie, de même que par l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. L'augmentation a été neutralisée en partie par l'apport moindre de l'Académie mondiale CAE.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés en Europe, dans les marchés émergents, et en Amérique du Nord et du Sud de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. L'augmentation a été en partie annulée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

⁴ Mesure hors PCGR (Voir point 5).

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 40 % par rapport au trimestre précédent et de 32 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 35,5 millions \$ (28,6 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 25,3 millions \$ (20,9 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 26,8 millions \$ (24,4 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2011.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 10,2 millions \$, soit 40 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est surtout attribuable à des profits de 6,8 millions \$ liés aux initiatives de croissance stratégique finalisées au cours du trimestre et au résultat opérationnel sectoriel plus élevé enregistré en Europe et dans les marchés émergents, de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. L'augmentation a été en partie neutralisée par un apport moindre de l'Académie mondiale CAE.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 8,7 millions \$, soit 32 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011. L'augmentation est attribuable essentiellement à des profits de 6,8 millions \$ liés aux initiatives de croissance stratégique finalisées au cours du trimestre, au résultat opérationnel sectoriel plus élevé réalisé en Europe et dans les marchés émergents, de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. Cette hausse a été partiellement neutralisée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et par un profit sur la vente de notre placement dans un petit centre de formation en Allemagne l'an dernier.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 23,3 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 4,4 millions \$ ce trimestre et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 18,9 millions \$. Comme les tendances commerciales et les perspectives du secteur de l'aviation civile indiquent une croissance mondiale continue, nous poursuivons l'investissement sélectif dans notre réseau de formation pour suivre le rythme de croissance de nos clients, en particulier dans les marchés émergents, tant dans le secteur de l'aviation commerciale que dans celui de l'aviation d'affaires.

Capital utilisé en hausse de 13,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé découle essentiellement de la hausse des investissements en fonds de roulement hors trésorerie; les soldes plus élevés des comptes débiteurs, qui sous-tendent l'augmentation des produits des activités ordinaires, ont été partiellement contrebalancés par les soldes moins élevés des comptes créditeurs et charges à payer.

Carnet de commandes de 970,5 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2011	
Carnet de commandes en début de période	\$	986,5
+ commandes		104,9
- produits des activités ordinaires		(124,0)
+/- ajustements		3,1
Carnet de commandes en fin de période	\$	970,5

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,85. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,23.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats pour les 11 FFS suivants :

- Un FFS Embraer Phenom 100/300 à ECTS;
- Un FFS Airbus A380 à Skymark Airlines;
- Un FFS Airbus A320 à US Airways;
- Un FFS Airbus A320 à Aeroflot;
- Un FFS Boeing 737-800 à une compagnie aérienne nord-américaine dont l'identité demeure confidentielle;
- Un FFS Boeing 787 à British Airways;
- Un FFS Bell 412 à un client dont l'identité demeure confidentielle;
- Deux FFS à Garuda Indonesia, un Airbus A330 et un Boeing 737NG;
- Deux FFS à Zhuhai Flight Training Centre, une coentreprise entre China Southern Airlines et CAE, soit un Airbus A320 et un Boeing 737.

Résultats financiers*(en millions, sauf marges opérationnelles)*

		T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
Produits des activités ordinaires	\$	86,1	76,2	66,7	63,0	67,0
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	9,7	9,4	7,9	7,9	9,6
Marges opérationnelles	%	11,3	12,3	11,8	12,5	14,3
Dotations aux amortissements	\$	1,8	1,6	1,8	1,8	1,6
Dépenses en immobilisations corporelles	\$	1,1	1,3	1,4	2,5	1,3
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$	3,9	4,4	4,0	2,9	2,9
Capital utilisé	\$	83,4	58,7	86,8	83,5	76,4
Carnet de commandes	\$	341,1	303,8	324,3	304,7	251,3

Produits des activités ordinaires en hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent et de 29 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par les produits des activités ordinaires plus élevés constatés pour les simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours du trimestre.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable à la progression des commandes et aux produits des activités ordinaires plus élevés constatés pour les simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours du trimestre, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'écart de change défavorable.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et stable par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 9,7 millions \$ (11,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 9,4 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 9,6 millions \$ (14,3 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à l'augmentation de volume.

Le résultat opérationnel sectoriel a été stable par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011. L'augmentation de volume et une certaine amélioration des marges sur les projets ont été contrebalancées par des taux de couvertures moins favorables.

Capital utilisé en hausse de 24,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement d'une augmentation des stocks et des contrats en cours; l'augmentation des stocks est surtout attribuable à l'achat anticipé de licences relatives aux données. La hausse a été en partie neutralisée par la hausse des comptes créditeurs et charges à payer.

Carnet de commandes en hausse de 12 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>		Trimestre clos le 30 juin 2011
Carnet de commandes en début de période	\$	303,8
+ commandes		124,9
- produits des activités ordinaires		(86,1)
+ / - ajustements		(1,5)
Carnet de commandes en fin de période	\$	341,1

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,45. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,33.

7.2 Secteurs militaires

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

- Nous avons conclu un accord de partenariat avec Force Protection Industries en vue de présenter une soumission pour le projet Véhicule blindé tactique de patrouille (VBTP) des Forces canadiennes. Force Protection a été sélectionnée par le gouvernement canadien comme l'un des soumissionnaires préqualifiés pour fournir jusqu'à 600 véhicules de combat sur roues et des services connexes de soutien à long terme. À titre de partenaire canadien principal, CAE serait responsable de l'ensemble de la solution de soutien en service;
- Nous avons annoncé que les Forces armées allemandes et l'Office fédéral de protection civile et d'aide en cas de catastrophe allemand (BBK) ont commencé à utiliser conjointement le système de simulation constructive CAE GESI, également connu en Allemagne sous le nom de SIRA, pour la formation à la gestion des urgences civiles et militaires ainsi que dans le cadre des exercices de simulation de gestion des urgences;
- Nous avons annoncé que le poste de pilotage représentant la variante civile/conventionnelle de l'hélicoptère Dhruv a été certifié niveau D, soit la qualification la plus élevée pour les simulateurs de vol, par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) de l'Inde et qu'il est entré en service au centre de formation HATSOFF de Bengaluru, en Inde;
- Nous avons conclu un accord de partenariat exclusif avec General Atomics Aeronautical Systems, Inc. (GA-ASI), un important constructeur dans le domaine des systèmes aériens sans pilote (UAS), des radars de reconnaissance tactique et des systèmes de surveillance, visant à offrir l'UAS Predator® B dans le cadre du programme canadien Système interarmées d'acquisition d'objectif au moyen de véhicules aériens télépilotes de surveillance (JUSTAS);
- Nous, en partenariat avec Hawker Beechcraft, avons présenté le système de formation sur l'appareil AT-6 lors du Salon de l'aéronautique de Paris. L'an dernier, CAE a été sélectionnée à titre de fournisseur de systèmes de formation au sol sur l'appareil de reconnaissance armé et léger AT-6.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

		T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
Produits des activités ordinaires	\$	206,4	257,3	219,8	207,0	181,8
Résultat opérationnel sectoriel	\$	29,4	46,0	39,5	38,6	31,2
Marges opérationnelles	%	14,2	17,9	18,0	18,6	17,2
Carnet de commandes	\$	2 151,6	2 158,7	2 126,4	2 199,9	2 158,2

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,02 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,98.

Les commandes non financées combinées des secteurs militaires s'établissaient à 342,3 millions \$ au 30 juin 2011.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 146,2 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Un contrat auprès de la Marine américaine portant sur la conception et la construction de deux entraîneurs de vol tactique et opérationnel (TOFT) MH-60R supplémentaires. Le premier TOFT MH-60R, qui sera doté d'une base fixe, sera livré à la station navale de Jacksonville (États-Unis) à la fin de 2013. Le deuxième entraîneur, qui sera aussi doté d'une base fixe, sera livré à la base aéronavale du corps des Marines (MCAS) à Kaneohe Bay, à Hawaï (États-Unis), à la fin de 2013;
- Un contrat de sous-traitance avec Boeing pour la conception et la construction d'un nouveau simulateur de systèmes d'armes (WST) dans le cadre du programme de modernisation de l'avionique (AMP) du C-130, et pour la production d'un deuxième entraîneur partiel à l'avionique (APTT) pour l'United States Air Force;
- Un contrat avec Professional Way Sdn Bhd, une société établie en Malaisie, portant sur un simulateur de vol AW139 de Série CAE 3000. Le simulateur sera déployé dans un nouveau centre de formation devant être mis en place par Professional Way à proximité de l'aéroport Sultan Abdul Aziz Shah à Kuala Lumpur;
- Un contrat avec le Program Executive Office for Simulation, Training and Instrumentation (PEO STRI) de l'U.S. Army portant sur la conception et la construction de cinq systèmes additionnels de formation à la maintenance des chars Abrams, communément appelés les entraîneurs pratiques (HOT) Abrams. Les entraîneurs HOT Abrams, qui reproduisent très fidèlement la tourelle des chars Abrams, sont conçus pour fournir aux techniciens de maintenance une formation pratique et axée sur le diagnostic de pannes.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 135,2	179,3	153,7	137,2	115,8
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 18,8	34,0	28,6	25,1	17,3
<i>Marges opérationnelles</i>	% 13,9	19,0	18,6	18,3	14,9
Dotation aux amortissements	\$ 2,7	2,9	2,7	2,6	3,0
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 2,8	3,2	2,5	2,6	1,8
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 3,5	3,8	4,2	2,4	2,1
Capital utilisé	\$ 282,7	197,9	224,1	189,4	171,6
Carnet de commandes	\$ 897,8	888,7	883,0	922,2	922,9

Produits des activités ordinaires en baisse de 25 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 17 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

La diminution par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux importantes étapes franchies au titre des programmes liés au NH90, en plus des progrès significatifs effectués au titre des programmes au Canada au quatrième trimestre de l'exercice 2011. La baisse s'explique également par la fin de certains programmes en Europe au cours du trimestre précédent, et elle a été en partie compensée par l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable à l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011, et à l'intensification de l'activité liée aux programmes de formation sur hélicoptères pour les clients aux États-Unis et en Europe.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 45 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 9 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 18,8 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 34,0 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 17,3 millions \$ (14,9 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2011.

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires, comme il est indiqué ci-dessus.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par une intensification des programmes de formation sur hélicoptères pour les clients aux États-Unis et en Europe, comme il est mentionné ci-dessus, ce qui a été contrebalancé en partie par une composition des programmes moins favorable et par la hausse des frais de développement de produits et d'expansion des activités.

Capital utilisé en hausse de 84,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par une diminution des comptes créditeurs et charges à payer ainsi que du passif au titre des contrats en cours.

Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2011
Carnet de commandes en début de période	\$ 888,7
+ commandes	146,2
- produits des activités ordinaires	(135,2)
+ / - ajustements	(1,9)
Carnet de commandes en fin de période	\$ 897,8

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,08. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,88.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 63,5 millions \$, notamment :

- Une lettre de sous-traitance avec Boeing Training Systems and Services pour fournir des services de maintenance et de soutien aux FMS M-346 en cours de développement pour un client international. Les services de soutien débiteront en 2013 à la suite de la livraison du système d'entraînement au sol M-346, et se poursuivront pendant 20 ans;
- Un contrat conclu avec L-3 Communications MAS (Canada) inc. pour continuer à fournir des mises à niveau des logiciels d'avionique, du soutien logistique intégré et des services de gestion des données pour les avions CF-18 des Forces armées canadiennes;
- Un contrat auprès du gouvernement australien pour continuer à fournir des services d'entraînement des équipages du C-130 de la Royal Australian Air Force à la base de la RAAF à Richmond;
- Un contrat auprès du ministère de la Défense nationale (MDN) du Canada pour effectuer une analyse des options dans le cadre du projet ACCORD.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges opérationnelles)

	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 71,2	78,0	66,1	69,8	66,0
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 10,6	12,0	10,9	13,5	13,9
Marges opérationnelles	% 14,9	15,4	16,5	19,3	21,1
Dotation aux amortissements	\$ 3,9	5,1	3,0	3,2	2,8
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 3,0	3,2	1,2	1,9	7,1
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 0,2	0,3	0,2	0,2	0,1
Capital utilisé	\$ 205,2	177,7	182,4	190,9	190,2
Carnet de commandes	\$ 1 253,8	1 270,0	1 243,4	1 277,7	1 235,3

Produits des activités ordinaires en baisse de 9 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 8 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

La diminution par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à une baisse du soutien en service au titre d'un contrat européen et à une diminution de la formation au Royaume-Uni.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable aux produits des activités ordinaires comptabilisés au titre du programme ATS du KC-135 aux États-Unis et à l'augmentation du soutien en service au titre d'un programme au Canada.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 12 % par rapport au trimestre précédent et de 24 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 10,6 millions \$ (14,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 12,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 13,9 millions \$ (21,1 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2011.

La diminution par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la baisse du volume des activités, comme il est mentionné ci-dessus.

La baisse du résultat opérationnel sectoriel pour le trimestre comparativement au premier trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par une amélioration des marges au premier trimestre de l'exercice 2011 au titre d'un programme de soutien en service en Europe, en plus de la baisse de l'activité de formation et de services aux États-Unis.

Capital utilisé en hausse de 27,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par une diminution des comptes créditeurs et charges à payer et par une augmentation des autres actifs.

Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2011
Carnet de commandes en début de période	\$ 1 270,0
+ commandes	63,5
- produits des activités ordinaires	(71,2)
+ / - ajustements	(8,5)
Carnet de commandes en fin de période	\$ 1 253,8

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,89. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,19.

7.3 Nouveaux marchés principaux**Résultats financiers**

<i>(en millions)</i>	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 11,4	11,1	11,1	8,1	7,7
Résultat opérationnel sectoriel	\$ (2,6)	(3,9)	(1,3)	(1,3)	(1,9)
Dotation aux amortissements	\$ 0,8	0,5	0,9	0,5	0,7
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 0,3	0,9	1,0	1,1	0,3
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 2,6	2,1	1,8	2,8	0,9
Capital utilisé	\$ 44,6	40,4	33,5	26,3	23,6

Produits des activités ordinaires en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 48 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au premier trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires de CAE Mines.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 33 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 37 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est chiffré à une valeur négative de 2,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à une valeur négative de 3,9 millions \$ au trimestre précédent et à une valeur négative de 1,9 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2011.

Capital utilisé en hausse de 4,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par une augmentation des immobilisations incorporelles et du fonds de roulement hors trésorerie.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(en millions)</i>	T1 2012	T4 2011	T1 2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	72,2 \$	97,2 \$	70,3 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(160,0)	64,9	(114,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(87,8) \$	162,1 \$	(44,2) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁵	(10,9)	(10,5)	(8,4)
Autres actifs	(4,8)	(8,5)	(5,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	23,7	0,1	-
Dividendes versés	(8,7)	(10,1)	(7,6)
Flux de trésorerie disponibles ⁵	(88,5) \$	133,1 \$	(65,2) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁵	(19,6)	(25,7)	(13,0)
Frais de développement inscrits à l'actif	(7,3)	(6,3)	(3,0)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	0,1	7,4	(8,1)
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	-	(48,0)	(16,3)
Coentreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	(24,9)	-	(1,9)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	0,2	(2,5)	0,4
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(140,0) \$	58,0 \$	(107,1) \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles négatifs de 88,5 millions \$ ce trimestre

Le recul par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la diminution des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, facteurs en partie compensés par la hausse du produit de la cession d'immobilisations corporelles. Les variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, habituelles au premier trimestre de chaque nouvel exercice, résultent essentiellement de la diminution des comptes créditeurs et des charges à payer et de l'augmentation de la position nette de nos contrats en cours et de nos comptes débiteurs.

Les dividendes versés ont été inférieurs à ceux versés au trimestre précédent, un escompte de 2 % ayant été offert à tous les participants du régime de répartition de dividendes en actions de CAE, à compter des dividendes versés le 30 juin 2011, à l'achat d'actions ordinaires au moyen de dividendes réinvestis.

Le recul par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, en partie compensées par la hausse du produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 30,5 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 19,6 millions \$ ce trimestre. Nous cherchons toujours à étendre sélectivement notre réseau de formation pour obtenir une part de marché supplémentaire, de même qu'en réaction à la demande de nos clients en matière de formation. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 10,9 millions \$ ce trimestre.

⁵ Mesure hors PCGR (Voir point 5).

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	30 juin 2011	31 mars 2011
Utilisation du capital :		
Actifs courants	1 020,1 \$	1 049,2 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(180,9)	(276,4)
Passifs courants	(815,2)	(810,1)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	168,1	86,2
Fonds de roulement hors trésorerie ⁶	192,1 \$	48,9 \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 209,2	1 211,0
Autres actifs non courants	580,2	557,1
Autres passifs non courants	(498,5)	(500,3)
Total du capital utilisé	1 483,0 \$	1 316,7 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	168,1 \$	86,2 \$
Dette à long terme	533,3	574,0
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(180,9)	(276,4)
Dette nette ⁶	520,5 \$	383,8 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	943,6	914,4
Participations ne donnant pas le contrôle	18,9	18,5
Provenance du capital	1 483,0 \$	1 316,7 \$

Capital utilisé en hausse de 166,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du fonds de roulement hors trésorerie et des autres actifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé (RCU)⁶ a été de 15,5 % ce trimestre.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 143,2 millions \$

L'augmentation découle essentiellement de la baisse des comptes créditeurs et des charges à payer et de la hausse des comptes débiteurs, de la position nette des contrats en cours, des stocks et des impôts sur le résultat à recouvrer.

Montant net des immobilisations corporelles en baisse de 1,8 million \$

La baisse est surtout attribuable à la dotation aux amortissements et à la cession d'immobilisations corporelles, en partie compensées par les dépenses d'investissement en immobilisations.

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2011
Dette nette en début de période	\$ 383,8
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	140,0
Autres	(1,9)
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	(1,4)
Augmentation de la dette nette pour la période	\$ 136,7
Dette nette en fin de période	\$ 520,5

Le 1^{er} avril 2011, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 450,0 millions \$US afin de repousser la date d'échéance de deux ans, celle-ci passant d'avril 2013 à avril 2015.

Nous avons aussi un accord aux termes duquel nous vendons certains comptes débiteurs et contrats en cours (programme portant sur des actifs financiers courants) jusqu'à concurrence de 150,0 millions \$. Au 30 juin 2011, nous avons affecté pour 61,1 millions \$ de comptes débiteurs et pour 45,7 millions \$ de contrats en cours à ce programme.

⁶ Mesure hors PCGR (Voir point 5).

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettent de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 29,6 millions \$ ce trimestre

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 43,5 millions \$, contrebalancé en partie par des variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie de 5,2 millions \$ et des dividendes de 8,7 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 juin 2011, nous avons au total 257 216 781 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 443,4 millions \$.

Au 31 juillet 2011, nous avons un total de 257 352 453 actions ordinaires émises et en circulation.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au 30 juin 2011, il n'y avait aucune transaction de regroupement d'entreprises.

11. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Il n'y a eu aucune modification des conventions comptables au cours du trimestre écoulé.

12. MISE EN ŒUVRE DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Le 1^{er} avril 2010, nous avons commencé à présenter nos résultats financiers conformément aux IFRS. Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 juin 2011, qui ont été préparés conformément aux normes IAS 34 *Information financière intermédiaire* et IFRS 1 *Première application des Normes internationales d'information financière*, publiées par l'IASB, ainsi qu'avec le rapport de gestion de l'exercice 2011. Les chiffres comparatifs au 31 mars 2011 et pour chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS. Se reporter à la note 2, Première application des IFRS, afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires pour des précisions sur les ajustements les plus significatifs.

Les différences de normes comptables et les répercussions relevées ne sont ni complètes, ni définitives, l'information présentée à la note 2, Première application des IFRS, de nos états consolidés intermédiaires reflétant nos hypothèses, estimations et attentes actuelles, lesquelles sont susceptibles d'être modifiées. Des changements aux IFRS, à la réglementation ou à la conjoncture économique peuvent également avoir une incidence sur l'information présentée ici. De plus, des décisions financières concernant les conventions comptables n'ont pas besoin d'être prises avant la préparation des états financiers annuels de l'exercice 2012.

13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Au cours du premier trimestre terminé le 30 juin 2011, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et procèdent à une évaluation chaque trimestre. À la fin du premier trimestre, le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

*(non audités)**(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)*

	T1	T2	T3	T4	Total à ce jour
Exercice 2012					
Produits des activités ordinaires	\$ 427,9	1)	1)	1)	427,9
Résultat net	\$ 43,5	1)	1)	1)	43,5
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 43,1	1)	1)	1)	43,1
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	1)	1)	1)	0,4
Résultat de base par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17				0,17
Résultat dilué par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	1)	1)	1)	0,17
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	1)	1)	1)	257,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	1)	1)	1)	258,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	\$ 0,97	1)	1)	1)	0,97
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,39	1)	1)	1)	1,39
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,58	1)	1)	1)	1,58
Exercice 2011					Total
Produit des activités ordinaires	\$ 366,4	388,0	410,8	465,6	1 630,8
Résultat net	\$ 36,6	39,4	38,9	46,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 37,2	39,1	38,5	45,5	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ (0,6)	0,3	0,4	0,5	0,6
Résultat de base par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,15	0,15	0,15	0,18	0,62
Résultat dilué par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,14	0,15	0,15	0,18	0,62
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,8	257,1	257,7	258,2	257,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	\$ 1,03	1,04	1,01	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,31	1,34	1,38	1,35	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,53	1,61	1,60	1,58	1,58
Exercice 2010 - PCGR du Canada					Total
Produits des activités ordinaires	\$ 383,0	364,5	382,9	395,9	1 526,3
Résultat des activités maintenues	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Résultat de base par action des activités maintenues	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Résultat dilué par action des activités maintenues	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Résultat net	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Résultat de base par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Résultat dilué par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	255,6	255,9	256,4	255,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 ²⁾	255,6 ²⁾	255,9 ²⁾	256,4 ²⁾	255,8 ²⁾
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	\$ 1,17	1,10	1,06	1,04	1,09
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,59	1,57	1,56	1,44	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,81	1,80	1,73	1,63	1,74

1) Non disponible

2) Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les périodes présentées, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base et celui utilisé pour le calcul du résultat dilué sont les mêmes.

État consolidé de la situation financière

<i>(non audités)</i>		30 juin	31 mars	1 ^{er} avril
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	2011	2011	2010
Actif			(Note 2)	(Note 2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		180,9 \$	276,4 \$	312,9 \$
Comptes débiteurs	4	318,9	296,8	238,2
Contrats en cours : actifs	13	248,2	230,5	205,5
Stocks		144,2	124,3	126,8
Paiements d'avance		39,3	43,5	24,2
Impôts sur le résultat à recouvrer		72,1	58,8	30,7
Actifs financiers dérivés		16,5	18,9	27,9
Total de l'actif courant		1 020,1 \$	1 049,2 \$	966,2 \$
Immobilisations corporelles	14	1 209,2	1 211,0	1 197,1
Immobilisations incorporelles	15	381,2	375,8	290,4
Actifs d'impôt différé		21,3	20,7	24,7
Actifs financiers dérivés		12,5	11,6	15,1
Autres actifs		165,2	149,0	97,8
Total de l'actif		2 809,5 \$	2 817,3 \$	2 591,3 \$
Passif et capitaux propres				
Comptes créditeurs et charges à payer		501,7 \$	551,9 \$	493,0 \$
Provisions		19,8	20,9	32,1
Impôts sur le résultat à payer		5,9	12,9	6,5
Contrats en cours : passifs	13	105,5	125,8	167,4
Partie courante de la dette à long terme		168,1	86,2	68,5
Passifs financiers dérivés		14,2	12,4	9,3
Total du passif courant		815,2 \$	810,1 \$	776,8 \$
Provisions		9,7	10,4	8,2
Dette à long terme		533,3	574,0	600,9
Obligations relatives aux redevances		148,1	161,6	148,0
Obligations au titre des avantages du personnel	16	65,1	62,8	81,4
Profits différés et autres passifs non courants		184,4	187,6	129,3
Passifs d'impôt différé		75,0	64,5	13,2
Passifs financiers dérivés		16,2	13,4	15,1
Total du passif		1 847,0 \$	1 884,4 \$	1 772,9 \$
Capitaux propres				
Capital social		443,4 \$	440,7 \$	436,3 \$
Surplus d'apport		18,1	17,1	14,2
Autres réserves	18	(15,1)	(9,8)	11,4
Résultats non distribués		497,2	466,4	338,5
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		943,6 \$	914,4 \$	800,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		18,9	18,5	18,0
Total des capitaux propres		962,5 \$	932,9 \$	818,4 \$
Total du passif et des capitaux propres		2 809,5 \$	2 817,3 \$	2 591,3 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Compte consolidé de résultat

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2011	2010
			(Note 2)
Produits des activités ordinaires	12	427,9 \$	366,4 \$
Coût des ventes		288,3	237,4
Marge brute		139,6 \$	129,0 \$
Frais de recherche et de développement		15,2	12,6
Frais de vente, généraux et d'administration		62,3	56,2
Autres (profits) pertes – montant net	8	(9,9)	(5,5)
Résultat opérationnel		72,0 \$	65,7 \$
Produits financiers	5	(1,2)	(1,0)
Charges financières	5	16,1	15,2
Charges financières – montant net		14,9 \$	14,2 \$
Résultat avant impôts sur le résultat		57,1 \$	51,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat		13,6	14,9
Résultat net		43,5 \$	36,6 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		43,1 \$	37,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,4	(0,6)
		43,5 \$	36,6 \$
Résultat par action des activités maintenues			
attribuable aux détenteurs d'instruments			
de capitaux propres de la Société			
De base	6	0,17 \$	0,15 \$
Dilué	6	0,17	0,14

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2011	2010
Résultat net	43,5 \$	36,6 \$
Autres éléments du résultat global		
Différence de conversion		
Différence de conversion nette liée aux états financiers des établissements à l'étranger	(0,9) \$	18,3 \$
Variation nette des profits (pertes) sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	0,8	(4,2)
	(0,1) \$	14,1 \$
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(2,0) \$	(4,3) \$
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie virées au résultat net ou aux actifs ou passifs non financiers connexes	(4,5)	(8,4)
Impôts sur le résultat	1,3	3,7
	(5,2) \$	(9,0) \$
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	(2,7) \$	(4,6) \$
Impôts sur le résultat	0,7	1,2
	(2,0) \$	(3,4) \$
Autres éléments du résultat global	(7,3) \$	1,7 \$
Résultat global total	36,2 \$	38,3 \$
Résultat global total attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	35,8 \$	38,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	(0,4)
Résultat global total	36,2 \$	38,3 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

*(non audités)**Trimestre clos le 30 juin 2011**(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)*

	Notes	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Autres réserves	Résultats non distribués		Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Nombre d'actions	Valeur attribuée			Total	Total		
Solde à l'ouverture de la période		256 964 756	440,7 \$	17,1 \$	(9,8) \$	466,4 \$	914,4 \$	18,5 \$	932,9 \$
Résultat net		–	–	–	–	43,1	43,1	0,4	43,5
Autres éléments du résultat global :									
Différence de conversion		–	–	–	(0,1)	–	(0,1)	–	(0,1)
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		–	–	–	(5,2)	–	(5,2)	–	(5,2)
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		–	–	–	–	(2,0)	(2,0)	–	(2,0)
Résultat global total		–	– \$	– \$	(5,3) \$	41,1 \$	35,8 \$	0,4 \$	36,2 \$
Options sur actions exercées		127 950	0,7	–	–	–	0,7	–	0,7
Dividendes en actions	6	124 075	1,6	–	–	(1,6)	–	–	–
Transfert sur exercice d'options sur actions		–	0,4	(0,4)	–	–	–	–	–
Paiements fondés sur des actions		–	–	1,4	–	–	1,4	–	1,4
Dividendes	6	–	–	–	–	(8,7)	(8,7)	–	(8,7)
Solde à la clôture de la période		257 216 781	443,4 \$	18,1 \$	(15,1) \$	497,2 \$	943,6 \$	18,9 \$	962,5 \$

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

*(non audités)**Trimestre clos le 30 juin 2010**(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)*

	Notes	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Autres réserves	Résultats non distribués		Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Nombre d'actions	Valeur attribuée			Total	Total		
Solde à l'ouverture de la période		256 516 994	436,3 \$	14,2 \$	11,4 \$	338,5 \$	800,4 \$	18,0 \$	818,4 \$
Résultat net		–	–	–	–	37,2	37,2	(0,6)	36,6
Autres éléments du résultat global :									
Différence de conversion		–	–	–	13,9	–	13,9	0,2	14,1
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		–	–	–	(9,0)	–	(9,0)	–	(9,0)
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		–	–	–	–	(3,4)	(3,4)	–	(3,4)
Résultat global total		–	– \$	– \$	4,9 \$	33,8 \$	38,7 \$	(0,4) \$	38,3 \$
Options sur actions exercées		39 200	0,3	–	–	–	0,3	–	0,3
Dividendes en actions	6	11 751	0,1	–	–	(0,1)	–	–	–
Transfert sur exercice d'options sur actions		–	0,2	(0,2)	–	–	–	–	–
Paiements fondés sur des actions		–	–	1,6	–	–	1,6	–	1,6
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		–	–	–	–	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,4)
Dividendes	6	–	–	–	–	(7,6)	(7,6)	–	(7,6)
Solde à la clôture de la période		256 567 945	436,9 \$	15,6 \$	16,3 \$	364,4 \$	833,2 \$	17,4 \$	850,6 \$

Le total des résultats non distribués et des autres réserves pour le trimestre clos le 30 juin 2011 s'est élevé à 482,1 millions \$ (380,7 millions \$ au 30 juin 2010).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2011	2010
Activités opérationnelles			
Résultat net		43,5 \$	36,6 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		21,8	20,5
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		7,0	5,6
Amortissement des frais de financement	5	0,4	0,4
Impôts sur le résultat différés		12,1	3,2
Crédits d'impôt à l'investissement		(4,4)	(1,1)
Paiements fondés sur des actions		5,5	5,7
Régimes de retraite à prestations définies		(2,0)	1,0
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(2,5)	(1,8)
Autres		(9,2)	0,2
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	9	(160,0)	(114,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(87,8) \$	(44,2) \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris		– \$	(16,3) \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	3	(24,9)	(1,9)
Dépenses d'investissement au titre des immobilisations corporelles		(30,5)	(21,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		23,7	–
Frais de développement inscrits à l'actif		(7,3)	(3,0)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(4,7)	(3,7)
Autres		(0,1)	(1,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(43,8) \$	(47,6) \$
Activités de financement			
Emprunt net aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		49,0 \$	– \$
Produit net tiré du programme portant sur des actifs financiers courants		0,8	–
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		9,6	5,4
Remboursement sur la dette à long terme		(11,4)	(7,1)
Remboursement sur contrats de location-financement		(3,5)	(3,6)
Dividendes versés	6	(8,7)	(7,6)
Émission d'actions ordinaires		0,7	0,3
Autres		(0,6)	(8,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		35,9 \$	(21,0) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(95,7) \$	(112,8) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		276,4	312,9
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		0,2	0,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		180,9 \$	200,5 \$
Information supplémentaire :			
Intérêts payés		11,5 \$	14,3 \$
Intérêts reçus		1,8	1,3
Impôts payés		14,0	3,3

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

(sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration le 10 août 2011.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs :

- i) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- ii) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier. NMP faisait auparavant partie du secteur FS/C.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les cycles du marché et les fluctuations saisonnières influent sur les secteurs opérationnels de la Société à divers degrés. Par conséquent, le rendement opérationnel d'une période intermédiaire donnée n'est pas nécessairement représentatif du rendement d'un exercice complet.

Comme le secteur Produits de simulation – Civil vend de l'équipement directement aux compagnies aériennes, dans la mesure où les effets des cycles d'expansion et de contraction se font sentir sur l'ensemble du secteur de l'aviation commerciale, ils influent aussi sur le rendement de la Société. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil sont tributaires des fluctuations saisonnières dans le secteur aérien, c'est-à-dire que pendant les périodes de pointe (par exemple les vacances), les pilotes d'avions et de jets d'affaires sont généralement occupés à effectuer des vols plutôt qu'à assister à des formations. L'inverse est également vrai, et les pilotes ont tendance à suivre plus de formations lorsque les déplacements sont moins nombreux. En conséquence, la Société a historiquement enregistré une demande plus forte en services de formation au premier et au quatrième trimestres de son exercice et une demande plus faible au deuxième et au troisième trimestres.

La nature unique des contrats militaires et la fréquence irrégulière à laquelle ils sont octroyés peuvent influencer sur les prises de commandes des secteurs militaires.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés de CAE ont été établis selon la Partie I du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) (IFRS), notamment IAS 34 et IFRS 1. Les méthodes comptables et la base d'établissement diffèrent de celles qui sont présentées dans le rapport annuel de l'exercice clos le 31 mars 2011, lequel a été préparé conformément à la Partie V du Manuel de l'ICCA (PCGR du Canada antérieurs). L'incidence qu'a eue la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de la Société est décrite en détail à la note 2. Les chiffres comparatifs pour l'exercice 2011 qui figurent dans les présents états financiers consolidés ont été retraités pour tenir compte de ces changements.

Les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Société établis conformément aux PCGR du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Les notes 13 à 19 présentent de l'information liée aux IFRS pour l'exercice clos le 31 mars 2011 qui n'est pas fournie dans les états financiers consolidés annuels de 2011.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés; instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net; certains actifs financiers disponibles à la vente; et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et modifiés par les arrangements transitoires permis selon IFRS 1 (voir la note 2).

La monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société est le dollar canadien.

Périmètre de consolidation

Filiales

Les filiales représentent toutes les entités (y compris les entités ad hoc) dont la Société est en mesure de contrôler les politiques opérationnelles et financières afin de bénéficier de leurs activités. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et déconsolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin. Les états financiers des filiales qui sont établis selon les PCGR locaux sont convertis en IFRS aux fins de la consolidation.

Tous les soldes, transactions, produits et charges intra-groupe importants sont éliminés. En outre, les profits et les pertes découlant de transactions intra-groupe qui sont inscrits à l'actif, comme les stocks et les immobilisations corporelles, sont éliminés.

Coentreprises

Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation par intégration proportionnelle. Les coentreprises sont des entreprises sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel. La participation de la Société dans les coentreprises comprend le goodwill identifié à l'acquisition, déduction faite du cumul des pertes de valeur.

Les profits et les pertes réalisés sur les ventes internes conclues avec les coentreprises sont éliminés en proportion de la participation de la Société dans la coentreprise.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée aux fins de l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs et des passifs repris et des parts de capitaux propres émises par la Société à la date d'obtention du contrôle. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les frais connexes à l'acquisition, à l'exception des frais d'émission d'actions et de titres d'emprunt, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les actifs et passifs identifiables repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'excédent de la contrepartie transférée par rapport à la juste valeur de la quote-part qui revient à la Société de l'actif net identifiable repris est comptabilisé à titre de goodwill.

Les contreparties éventuelles classées à titre de provisions sont évaluées à la juste valeur, les variations subséquentes de celle-ci étant comptabilisées en résultat. Si une contrepartie éventuelle est classée dans les capitaux propres, elle n'est pas réévaluée avant son règlement définitif dans les capitaux propres.

Les renseignements nouveaux obtenus au cours de la période d'évaluation, jusqu'à 12 mois suivants la date d'acquisition, à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition seront pris en compte à titre d'ajustement du goodwill; autrement, ils seront comptabilisés en résultat.

La Société traite les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle comme des transactions avec les détenteurs de ses instruments de capitaux propres. Dans le cas des achats auprès de participations ne donnant pas le contrôle, l'écart entre toute contrepartie payée et la quote-part acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est inscrit dans les capitaux propres. Les profits et les pertes à la cession de participations ne donnant pas le contrôle sont aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Instruments financiers et relations de couverture

Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Un instrument financier représente tout contrat qui crée un actif financier pour une entité et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour une autre entité. En règle générale, les instruments financiers sous forme d'actifs financiers et de passifs financiers sont présentés séparément. Les actifs et les passifs financiers, y compris les dérivés, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles qui créent et définissent l'instrument financier. À la constatation initiale, tous les instruments financiers sont évalués à la juste valeur.

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une transaction réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La meilleure preuve à l'appui de la juste valeur à la constatation initiale est le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue), sauf si la juste valeur de l'instrument peut être établie par comparaison avec d'autres transactions observables sur le marché courant portant sur le même instrument (c'est-à-dire sans modification ni réorganisation) ou suivant une technique d'évaluation dont les variables comprennent exclusivement des données de marché observables. Lorsqu'il existe un écart entre la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue à la constatation initiale et le montant calculé à l'aide d'une technique d'évaluation, cet écart est comptabilisé immédiatement en résultat, sauf s'il peut être comptabilisé dans un autre type d'actif ou de passif. Par la suite, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement, comme il est expliqué ci-dessous. Les actifs et les passifs financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, autres passifs financiers ou instruments disponibles à la vente. Le classement est fonction des caractéristiques de l'instrument financier et de l'objet dans lequel il a été acquis. Sauf dans de très rares circonstances, ce classement ne change pas après la comptabilisation initiale.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments financiers qui sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à leur juste valeur évaluée à chaque date de clôture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat. Ce classement s'applique aux instruments financiers ayant les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des dérivés, y compris les dérivés incorporés comptabilisés séparément du contrat hôte, qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture efficaces;
- Ils ont été acquis ou repris principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme;
- Ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme;
- Ils ont été irrévocablement désignés comme tels par la Société (option de la juste valeur).

Instruments détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et autres passifs financiers

Les instruments financiers qui sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance, comme prêts et créances ou comme autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est pris en compte dans le résultat de la période.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente représentent les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans l'une des catégories précédentes. Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les profits et les pertes latents, y compris les variations des taux de change, sont constatés dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent et sont virés au résultat lorsque les actifs sont décomptabilisés ou qu'une moins-value durable est enregistrée. S'il existe une indication objective de dépréciation, les variations sont comptabilisées en résultat dans la période au cours de laquelle elles se produisent. De plus, toute variation de la juste valeur initiale attribuable aux fluctuations des taux de change est comptabilisée en résultat dans la période au cours de laquelle elle se produit. Si la juste valeur d'un instrument de capitaux propres non coté ne peut faire l'objet d'une estimation fiable, l'instrument est évalué au coût diminué des pertes de valeur. Les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque le droit de paiement est établi.

Par conséquent, les classements suivants ont été établis :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les comptes débiteurs, les contrats en cours, les comptes débiteurs non courants et les avances sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- Les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Jusqu'à présent, la Société n'a classé aucun actif financier comme étant détenu jusqu'à son échéance.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) sont inclus dans la juste valeur initialement comptabilisée pour ces instruments financiers. Ces coûts sont amortis en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers doivent faire l'objet d'une compensation, et le solde net doit être présenté à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Dépréciation des actifs financiers

À chaque date de clôture, la valeur comptable des actifs financiers autres que ceux qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net est examinée pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Les pertes de valeur des actifs financiers comptabilisés au coût font l'objet de reprises dans les périodes subséquentes si le montant des réductions de pertes et la diminution peuvent être associés objectivement à un événement survenu après la constatation de la dépréciation.

Comptabilité de couverture

Documentation

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, si la Société choisit d'appliquer la comptabilité de couverture, elle doit constituer une documentation officielle concernant la désignation de la couverture, les objectifs et la stratégie de gestion des risques, la relation de couverture entre l'élément couvert et l'élément de couverture, ainsi que la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture, laquelle doit être raisonnablement assurée pour la durée de la relation de couverture et pouvoir être évaluée de manière fiable. La Société évalue formellement, lors de la mise en place d'une relation de couverture et en continu, si les dérivés utilisés dans les transactions de couverture offrent une compensation efficace des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts par rapport au risque couvert.

Méthode de comptabilisation

La méthode de comptabilisation des profits et des pertes liés à la juste valeur dépend du classement des dérivés comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ou de leur désignation comme instruments de couverture et, dans ce dernier cas, de la nature des risques couverts. Tous les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des dérivés non désignés comme couvertures sont inscrits en résultat. Lorsque les dérivés sont désignés comme couvertures, la Société les classe comme :

a) couvertures de l'exposition aux variations de la juste valeur des actifs ou des passifs comptabilisés ou des engagements fermes (couvertures de juste valeur); ou b) couvertures de l'exposition aux variations hautement probables de flux de trésorerie, attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé, à un engagement ferme ou à une transaction prévue (couvertures de flux de trésorerie), ou couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger.

Couverture de juste valeur

Dans le cas des relations de couverture de juste valeur en cours, les profits ou pertes qui apparaissent à l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture dérivés sont comptabilisés en résultat, et la valeur comptable des éléments couverts est rajustée pour tenir compte des profits et des pertes attribuables aux risques couverts, qui sont comptabilisés en résultat.

Couverture de flux de trésorerie

La portion efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée aux autres éléments du résultat global, tandis que la portion inefficace est immédiatement comptabilisée en résultat. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat dans la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur le résultat net. Cependant, lorsque les transactions prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les profits et les pertes antérieurement comptabilisés aux autres éléments du résultat global sont inclus dans la valeur comptable initiale des actifs non financiers acquis ou des passifs non financiers repris. En fin de compte, les montants différés sont comptabilisés en résultat à mesure que les actifs non financiers connexes sont décomptabilisés ou amortis.

La comptabilité de couverture est abandonnée prospectivement lorsque la relation de couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, lorsque la désignation est révoquée ou que l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu. Tout profit ou perte cumulé comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global à ce moment y demeure jusqu'à ce que l'élément couvert soit éventuellement comptabilisé en résultat. Lorsqu'il est probable qu'une transaction couverte ne surviendra pas, le cumul du profit ou de la perte qui était inscrit aux autres éléments du résultat global est immédiatement transféré en résultat.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de sa participation totale nette dans des établissements à l'étranger dont les activités sont libellées dans une monnaie étrangère autre que la monnaie fonctionnelle de la Société. La partie du profit ou de la perte sur l'élément de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée aux autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts, et se limite à la différence de conversion sur la participation nette.

Conversion des monnaies étrangères

Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien (libellés en monnaies étrangères) sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion qui en découlent sont incluses au poste Différence de conversion dans les capitaux propres. Les profits et les pertes résultant de la conversion des soldes intra-groupe à long terme faisant partie de la participation nette globale dans des établissements à l'étranger et ceux provenant de la conversion de la dette libellée en monnaies étrangères désignée comme une couverture de la participation nette globale dans des établissements à l'étranger sont également inclus dans la réserve au titre de différence de conversion. Les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux taux de change moyens pour la période.

Lorsque la Société, en réduisant le capital initial ou en réglant les avances permanentes intra-groupe, réduit sa participation nette globale dans les établissements à l'étranger qui faisaient partie de sa participation nette globale, le montant pertinent est viré en résultat depuis la réserve au titre de différence de conversion.

Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les éléments des produits des activités ordinaires et des charges libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur aux dates des transactions respectives. Les profits et les pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés en résultat.

Les actifs et passifs financiers non monétaires qui sont évalués à la juste valeur en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion sur les actifs et passifs financiers non monétaires comme les actions détenues à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées en résultat au titre du profit ou de la perte de juste valeur. Les différences de conversion sur les actifs financiers non monétaires comme les actions classées comme disponibles à la vente sont incluses au poste Instruments financiers disponibles à la vente dans les capitaux propres.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et de placements très liquides dont l'échéance à la date d'achat est de 90 jours ou moins.

Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont initialement inscrits à la juste valeur et sont par la suite comptabilisés au coût diminué d'une provision pour créances douteuses, d'après la recouvrabilité prévue. Le montant de la provision correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimatifs, actuels au taux d'intérêt effectif initial. La perte est comptabilisée en résultat. Les recouvrements subséquents de montants ayant fait l'objet de provision ou ayant été radiés sont portés au crédit du même compte.

La Société participe à un programme en vertu duquel elle vend des participations indivises dans certains de ses comptes débiteurs et de ses contrats en cours à l'actif (programme portant sur des actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie dont le montant peut atteindre 150,0 millions \$, sans recours contre la Société. La Société continue d'agir à titre d'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsqu'il est estimé que la Société a abandonné le contrôle des comptes débiteurs ou des contrats en cours à l'actif cédés. Les pertes et les profits sur ces transactions sont constatés en résultat.

Contrats en cours : actifs

Les contrats en cours, comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, sont évalués en fonction du matériel, de la main-d'œuvre directe, des frais généraux de fabrication pertinents ainsi que des marges contractuelles estimatives (voir le paragraphe sur les comptes débiteurs pour la vente de contrats en cours à l'actif).

Stocks

Les matières premières sont évaluées au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Les pièces de rechange à utiliser dans le cours normal de l'activité sont évaluées au coût établi selon la méthode d'identification spécifique du coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

Les produits en cours de fabrication sont comptabilisés au coût établi selon la méthode d'identification spécifique du coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Le coût des produits en cours comprend le matériel, la main-d'œuvre et la répartition des coûts indirects de production en fonction de la capacité d'exploitation normale.

La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal de l'activité, moins les coûts estimatifs liés à l'achèvement et les coûts estimatifs nécessaires pour réaliser la vente. Dans le cas des matières premières et des pièces de rechange, le coût de remplacement constitue la meilleure mesure de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût diminué des amortissements cumulés et du cumul des pertes de valeur nettes. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition ou à la fabrication de l'élément. À la constatation initiale, le coût d'une immobilisation corporelle comprend, s'il y a lieu, l'estimation de la valeur actuelle initiale des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située à la fin de sa durée d'utilité. Les logiciels acquis qui sont essentiels au fonctionnement du matériel connexe sont inscrits à l'actif au titre du matériel visé. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs se matérialiseront et que le coût de l'immobilisation peut être évalué de manière fiable. Les mises à jour des dispositifs de formation sont prises en compte dans la valeur comptable des dispositifs de formation lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs attendus représentés par la pièce iront à la Société et que son coût peut être évalué de manière fiable; sinon, elles sont comptabilisées en charges. Les coûts d'entretien courant des immobilisations corporelles sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont engagés.

La Société inscrit une perte à la cession en résultat lorsque la valeur comptable d'un élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est viré aux stocks. S'il est impossible de calculer la valeur comptable, le coût de remplacement et le cumul des amortissements calculés en fonction de ce coût seront utilisés aux fins de la décomptabilisation de la pièce remplacée. Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation corporelle connexe, et le montant net est comptabilisé dans les autres profits et pertes.

Les diverses parties des immobilisations corporelles sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité présentent des différences importantes, et ces parties sont amorties séparément en résultat. Les actifs loués sont amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location ou de leur durée d'utilité. Si l'acquisition de l'actif par la Société à la fin du contrat de location est raisonnablement assurée, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont les suivants :

	Mode	Taux / années
Immeubles et améliorations	Amortissement dégressif/Amortissement linéaire	De 2,5 % à 10 % / De 10 à 20 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif/Amortissement linéaire	De 20 % à 35 % / De 3 à 10 ans
Avions	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 15 %)	N'excédant pas 12 ans
Moteurs d'avion	Basé sur l'utilisation	N'excédant pas 3 000 heures

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles, selon le cas, sont passés en revue et ajustés au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Contrats de location

La Société loue certaines immobilisations corporelles à des tiers et auprès de tiers. Les contrats de location selon lesquels le preneur obtient la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Tous les autres contrats sont classés comme des contrats de location simple.

La Société en tant que bailleur

En ce qui concerne les contrats de location-financement, l'actif est décomptabilisé à l'origine du contrat de location et un profit (une perte) est comptabilisé en résultat. La valeur actuelle nette des paiements minimaux au titre de la location augmentée de toute valeur résiduelle non garantie actuelle est inscrite dans les comptes débiteurs non courants. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

Tout loyer conditionnel est comptabilisé dans le résultat de la période, quel que soit le classement du contrat de location.

La Société en tant que preneur

Les contrats de location-financement sont inscrits à l'actif à l'origine du contrat, au plus faible de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les coûts directs initiaux engagés par le preneur sont ajoutés au montant comptabilisé à titre d'actif. Les obligations correspondantes sont prises en compte dans la dette à long terme. Les paiements effectués aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Tout loyer conditionnel est comptabilisé en charges lorsqu'il est engagé dans la période, quel que soit le classement du contrat de location.

Transactions de cession-bail

Dans le cadre de sa stratégie de financement visant à soutenir les investissements dans les activités de formation et les services destinés à l'aviation civile et militaire, la Société conclut des transactions de cession-bail. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location-financement, tout excédent du produit de la vente sur la valeur comptable est différé et amorti sur la durée du contrat de location. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location simple et qu'il est clair que la transaction est réalisée à la juste valeur, tout profit ou perte est comptabilisé immédiatement. Si le prix de vente est inférieur à la juste valeur, le manque à gagner est inscrit immédiatement en résultat, sauf si la perte est compensée par des paiements futurs au titre de la location inférieurs au prix du marché; le manque à gagner est alors différé et amorti au prorata des paiements au titre de la location, sur la durée d'utilisation prévue de l'actif. Si le prix de vente est supérieur à la juste valeur, l'excédent est différé et amorti sur la durée d'utilisation prévue de l'actif.

Immobilisations incorporelles

Goodwill

Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Goodwill découlant des acquisitions conclues le 1^{er} avril 2010 ou après cette date

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales et de coentreprises. Il correspond à l'excédent des coûts d'acquisition, y compris la meilleure estimation selon la Société de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle, par rapport à la juste valeur de la quote-part attribuable à la Société de l'actif net identifiable de la filiale ou de la coentreprise acquise à la date d'acquisition. Le goodwill peut être ajusté jusqu'à 12 mois après la date d'acquisition afin de tenir compte des estimations définitives de la valeur comptabilisée des actifs et des passifs repris.

Les profits et les pertes à la cession d'une entité comprennent la valeur comptable du goodwill relatif à l'entité vendue.

Le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) ou aux groupes d'UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné lieu au goodwill, en fonction des secteurs opérationnels.

Goodwill découlant des acquisitions conclues avant le 1^{er} avril 2010

Le goodwill représente l'excédent du coût des entreprises acquises, y compris les coûts d'acquisition et la contrepartie conditionnelle versée avant le 1^{er} avril 2010, sur le solde des montants attribués aux actifs et passifs identifiables repris.

Recherche et développement (R-D)

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont aussi comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés, sauf s'ils remplissent tous les critères d'inscription à l'actif. Les frais de développement sont inscrits au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. L'amortissement des frais de développement inscrits à l'actif commence lorsque l'actif est prêt à être mis en service et il est pris en compte dans la charge de recherche et de développement.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée à l'interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les coûts ultérieurs sont comptabilisés dans la valeur comptable de l'immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs inclus dans celle-ci iront à la Société et si son coût peut être évalué de manière fiable.

Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations incorporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle connexe et comptabilisés dans les autres profits et pertes.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles sur leur durée d'utilité estimative, comme suit :

	Période d'amortissement (en années)
Frais de développement inscrits à l'actif	Au plus 7
Relations avec la clientèle	De 3 à 15
Ententes contractuelles avec des clients	De 5 à 12
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels	De 5 à 10
Appellations commerciales	De 2 à 20
Technologies	De 3 à 15
Autres immobilisations incorporelles	De 5 à 20

Les modes d'amortissement et les durées d'utilité sont passés en revue et ajustés au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Dépréciation d'actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers de la Société, autres que les stocks, des actifs d'impôt différé, des actifs résultant d'avantages du personnel et des actifs non courants détenus en vue de la vente est soumise à un test de dépréciation à chaque date de clôture ou lorsque des événements ou un changement de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Le goodwill et les actifs à durée indéterminée ou qui ne sont pas encore prêts à être mis en service sont soumis à un test de dépréciation chaque année et à chaque date de clôture.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. La valeur recouvrable est calculée individuellement pour chaque actif, à l'exception des actifs qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dans ce cas, la valeur recouvrable est calculée pour l'UGT dont fait partie l'actif.

Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont comptabilisés à leur valeur actuelle par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT, lesquelles correspondent généralement aux secteurs opérationnels ou aux secteurs du niveau précédent, qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient affectés à ces unités ou non.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un goodwill a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, le goodwill connexe est déprécié. Tout excédent du montant de la dépréciation par rapport au goodwill déprécié est comptabilisé au prorata de la valeur comptable de chaque actif compris dans l'UGT visé. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

La Société évalue les pertes de valeur, autres que celles qui concernent le goodwill, pour déterminer les reprises possibles à chaque date de clôture. Une perte de valeur est reprise s'il existe un indice que la perte a diminué ou n'existe plus par suite de modifications des estimations ayant servi à calculer la valeur recouvrable. Une perte de valeur est reprise seulement dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. De telles reprises sont constatées en résultat.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'un actif qualifié sont incorporés au coût de l'actif. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu. Les coûts d'emprunt cessent d'être inscrits à l'actif lorsque l'actif est prêt à être utilisé. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat au titre des charges financières lorsque les emprunts sont contractés.

Autres actifs

Liquidités soumises à restrictions

En vertu de contrats de financement bancaire externes de certaines filiales, de certains contrats de vente gouvernementaux et de certains regroupements d'entreprises, la Société est tenue de retenir un montant d'argent défini à titre de garantie.

Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés aux facilités de crédit renouvelables non garanties et aux contrats de cession-bail sont inclus dans les autres actifs au coût et amortis selon le mode linéaire sur la durée des contrats de financement connexes.

Comptes créditeurs et charges à payer

Les comptes créditeurs et charges à payer sont initialement comptabilisés à la juste valeur et par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Aucune provision n'est comptabilisée au titre de pertes opérationnelles futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux avant impôts qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge financière. Lorsqu'il existe plusieurs obligations semblables, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour les éteindre est déterminée pour l'ensemble de la catégorie d'obligations.

Des provisions pour coûts de restructuration sont comptabilisées lorsque des programmes de restructuration ont été arrêtés, d'approuvés par la direction et annoncés avant la date de clôture. Ces coûts se composent principalement des indemnités de départ et autres frais connexes, y compris la charge de retraite.

Dettes à long terme

La dette à long terme est comptabilisée initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction engagés. Elle est par la suite comptabilisée au coût amorti. Tout écart entre le produit (diminué des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est inscrite en résultat sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais payés à l'établissement des facilités d'emprunt sont comptabilisés en tant que coûts de transaction liés à l'emprunt dans la mesure où il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité. Dans ce cas, les frais sont différés jusqu'au prélèvement des fonds. Dans la mesure où rien n'indique qu'il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité, les frais sont inscrits à l'actif à titre de paiement d'avance pour des services de liquidités et amortis sur la durée de la facilité à laquelle ils se rapportent.

Capital social

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts différentiels directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ou options sont présentés dans les capitaux propres en réduction, après impôts, du produit.

Autres réserves

Réserve au titre des différences de conversion

Cette réserve sert à comptabiliser les différences de change découlant de la conversion des états financiers des filiales à l'étranger. Elle sert aussi à comptabiliser l'incidence des couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger.

Réserve au titre des variations nettes des couvertures de flux de trésorerie

Cette réserve représente la partie efficace de la variation nette cumulative de la juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie liés à des transactions couvertes qui n'ont pas encore eu lieu.

Réserve au titre des variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente

Cette réserve sert à comptabiliser les variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires**Accords de prestations multiples**

La Société conclut parfois des accords de prestations multiples générateurs de produits des activités ordinaires, qui peuvent inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vol ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance. Lorsqu'une transaction de vente unique nécessite la livraison de plus d'un produit ou la prestation de plus d'un service (prestations multiples), les critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont appliqués aux éléments identifiables séparément. Un élément est considéré comme identifiable séparément si l'élément livré a une valeur en soi pour le client et que la juste valeur du produit ou du service peut être évaluée de manière fiable.

La répartition des produits des activités ordinaires tirés d'un accord de prestations multiples se fait en fonction de la juste valeur de chaque élément par rapport à la juste valeur de l'accord dans son ensemble.

Les produits des activités ordinaires de la Société se divisent en deux grandes catégories aux fins comptables : les contrats de construction et les ventes de biens et services.

Contrats de construction

Un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés en termes de conception, de technologie, de fonction, de finalité ou d'utilisation. En fonction de ses caractéristiques, un contrat de construction peut être comptabilisé séparément, divisé en plusieurs éléments lesquels sont comptabilisés séparément ou combiné avec un autre contrat de construction afin de former un contrat de construction unique aux fins comptables, au titre duquel les produits des activités ordinaires et les charges seront comptabilisés.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux lorsque le montant des produits des activités ordinaires est fixe ou déterminable et que le recouvrement est probable, lorsque les coûts liés à l'exécution du contrat et le degré d'avancement à la clôture de la période de présentation de l'information financière peuvent être évalués de façon fiable et lorsque les coûts liés au contrat peuvent être identifiés clairement et évalués de manière fiable afin de permettre la comparaison des coûts réels avec les estimations précédentes.

Les provisions pour les pertes contractuelles estimatives sont constatées au cours de la période durant laquelle la perte est déterminée. Les pertes contractuelles correspondent à l'excédent des coûts estimatifs totaux sur le total des produits des activités ordinaires estimatifs du contrat. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les produits des activités ordinaires sont constatés, d'après l'expérience acquise.

Les paiements partiels reçus à l'égard des contrats de construction sont déduits du montant à recevoir du client lorsque le contrat est achevé. Les paiements partiels reçus avant l'exécution des travaux visés sont classés dans le passif au titre des contrats en cours.

Le montant cumulatif des coûts engagés et des profits comptabilisés, diminués des pertes et de la facturation intermédiaire, est déterminé pour chaque contrat. Si ce montant est positif, il est classé à l'actif; s'il est négatif, il est classé dans le passif.

L'assistance après la livraison est facturée séparément, et les produits des activités ordinaires correspondants sont constatés au cours de la période sur laquelle l'assistance est fournie.

Ventes de biens et services**Accords concernant des logiciels**

Les produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels prêts-à-utiliser sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la Société, que le montant des produits des activités ordinaires est fixe ou déterminable, que le recouvrement est probable et que la livraison a eu lieu. Les produits des activités ordinaires tirés des accords concernant des logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation des logiciels sont visés par les dispositions relatives aux contrats de construction et constatés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Pièces de rechange

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de pièces de rechange sont comptabilisés lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés, que la Société ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés, que le montant des produits des activités ordinaires est fixe ou déterminable, que le recouvrement est probable et que les coûts engagés concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Maintenance des produits

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés en fonction du degré d'avancement de la transaction lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de manière fiable. Conformément à la méthode de l'avancement des travaux, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les coûts sont engagés, sur la base du pourcentage des coûts réels engagés à ce jour, par rapport à l'estimation des coûts totaux liés à l'exécution du contrat.

Services de formation et de consultation

Les produits des activités ordinaires tirés des services de formation et de consultation sont constatés lorsque les services sont rendus, que le montant des produits des activités ordinaires est fixe ou déterminable, que le recouvrement est probable et que les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Pour les écoles de pilotage, les programmes de formation des stagiaires sont offerts principalement par voie de cours de formation au sol et de vols sur des appareils. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés en résultat selon la méthode de l'amortissement linéaire à l'étape des cours de formation au sol, tandis qu'ils sont constatés en fonction des heures de vol réelles à l'étape des vols sur des appareils.

Autres

Incentifs à la vente aux clients

La Société peut fournir des incitatifs à la vente sous forme de crédits, de produits et services gratuits ou de garanties de valeurs résiduelles minimales. En général, les crédits ainsi que les produits et services gratuits sont constatés à leur juste valeur estimative en réduction des produits des activités ordinaires ou inclus dans le coût des ventes, respectivement. Les ventes visées par une garantie de valeur résiduelle minimale sont comptabilisées conformément à la substance de la transaction, en tenant compte du transfert des risques et avantages inhérents à la propriété.

Transactions non monétaires

La Société peut aussi conclure des conventions de vente aux termes desquelles la contrepartie monétaire est nulle ou quasi nulle. Les transactions non monétaires sont évaluées selon l'évaluation la plus fiable entre la juste valeur de l'actif donné et la juste valeur de l'actif reçu.

Produits différés

Les paiements en trésorerie reçus et les avances au titre des ententes contractuelles sont comptabilisés dans les produits différés jusqu'à ce que tous les critères de comptabilisation des produits susmentionnés soient réunis.

Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

La Société a des régimes de retraite à prestations définies offrant des prestations fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Les coûts au titre des services rendus et les obligations découlant des régimes de retraite sont établis par calcul actuariel à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à la hausse des salaires, à l'âge de départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie.

L'actif ou le passif comptabilisé au titre de prestations définies correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, diminuée du coût des services passés non encore comptabilisé et diminuée de la juste valeur des actifs du régime destinés à être utilisés pour éteindre les obligations. La valeur de tout actif comptabilisé au titre des avantages du personnel ne peut excéder la somme du coût des services passés non encore comptabilisé et de la valeur actuelle de tous les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime (plafonnement du coût entier de l'actif). Les exigences au titre de la capitalisation minimale peuvent donner lieu à un passif supplémentaire, dans la mesure où elles exigent le versement de cotisations pour compenser un manque à gagner existant. Les actifs des régimes sont hors de portée des créanciers de la Société et ne peuvent être payés directement à la Société. La juste valeur des actifs des régimes est fondée sur les cours du marché. Les cotisations tiennent compte d'hypothèses actuarielles sur le rendement futur des placements, les projections salariales et les prestations pour services futurs.

Les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et l'incidence de tout plafonnement du coût entier ou passif minimal sont comptabilisés aux autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Le coût des services passés est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée moyenne d'acquisition des avantages. Dans la mesure où les avantages sont déjà acquis lors de l'établissement ou de la modification d'un régime à prestations définies, la Société comptabilise immédiatement en résultat le coût des services passés.

Régimes de retraite à cotisations définies

La Société offre aussi des régimes de retraite à cotisations définies au titre desquels la Société verse des cotisations fixes à des régimes d'assurance retraite privés ou publics sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire et ne contracte aucune obligation actuelle, juridique ou implicite, de payer des montants supplémentaires. Les obligations au titre des cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en résultat dans les charges représentatives d'avantages du personnel lorsqu'elles sont exigibles.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges lorsque la Société s'est manifestement engagée, sans possibilité réelle de se rétracter, envers un plan formalisé et détaillé visant soit à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite, soit à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les prestations de cessation d'emploi liées à des départs volontaires sont comptabilisées en charges, si la Société a fait une offre pour encourager les départs volontaires, en fonction du nombre de salariés qui ont accepté l'offre. Les prestations, échues plus de douze mois après la date de clôture, sont actualisées à leur valeur actuelle.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Les cinq régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est considéré comme un régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionnariat (RA), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) et le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR), qui sont considérés comme des régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglés en trésorerie.

Pour les deux catégories, la juste valeur des services des salariés reçus en échange est comptabilisée en résultat à titre de charge. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte les conditions de service et de performance non liées au marché dont sont assorties les transactions.

Dans le cas des régimes réglés en instruments de capitaux propres, la juste valeur du coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. La charge de rémunération est évaluée à la date d'attribution et comptabilisée sur la période de service, une augmentation correspondante étant constatée dans les capitaux propres, dans la réserve au titre des paiements fondés sur des actions réglées en instruments de capitaux propres. Le cumul des charges inscrites au titre des transactions réglées en instruments de capitaux propres à chaque date de clôture représente la partie écoulée de la période d'acquisition des droits et la meilleure estimation selon la direction du nombre d'instruments de capitaux propres qui seront acquis en définitive. Pour ce qui est options dont l'acquisition des droits est graduelle, chaque tranche est considérée comme une attribution distincte dont la date d'acquisition et la juste valeur sont différentes, et les tranches sont comptabilisées séparément.

Dans le cas des régimes réglés en trésorerie, un passif correspondant est comptabilisé. La juste valeur des services des salariés reçus correspond à la multiplication du nombre de droits dont l'acquisition est prévue par la juste valeur d'un droit à la date d'attribution, d'après le cours de marché des actions ordinaires de la Société. La juste valeur du RA est tributaire des cotisations de la Société. Jusqu'au règlement du passif, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date de règlement, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans le résultat de la période. La Société a conclu des swaps sur actions avec une importante institution financière canadienne pour réduire le risque auquel sont exposés ses liquidités et son résultat en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses RDDVA et RDLT.

Impôt sur le résultat exigible et différé

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée en résultat, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant prévu devant être payé aux administrations fiscales ou récupéré auprès de celles-ci au titre du résultat fiscal de l'exercice, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et de tout ajustement de la charge ou du recouvrement d'impôt concernant des exercices antérieurs.

La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations dans lesquelles la réglementation fiscale applicable prête à interprétation. Des provisions sont constituées, au besoin, en fonction des montants prévus qui devront être payés aux administrations fiscales.

L'impôt différé est comptabilisé en fonction de la méthode du report variable, selon laquelle sont créées des différences temporelles entre la base fiscale des actifs ou des passifs et leur valeur comptable aux fins de la présentation de l'information financière.

L'impôt différé est comptabilisé pour les différences temporelles liées à des participations dans des filiales et aux entités sous contrôle conjoint, sauf lorsque la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

L'impôt différé est évalué sur une base non actualisée, aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer aux différences temporelles lorsqu'elles s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des différences temporelles déductibles et du report en avant des pertes fiscales non utilisées, selon le mode d'amortissement prévoyant qu'une partie ou la totalité de l'actif d'impôt différé est réduite par une provision pour moins-value de manière à limiter le montant comptabilisé au montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable.

Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture, et leur montant est réduit dans la mesure où il n'est pas plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôt différé soit réalisé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture et comptabilisés dans la mesure où il est devenu plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôt différé non comptabilisé soit réalisé.

Les impôts sur le résultat supplémentaires découlant de la distribution de dividendes sont comptabilisés en même temps que le passif au titre du paiement des dividendes connexes.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et que les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de R-D sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination du résultat net lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement inscrits à l'actif sont déduits du coût de ces actifs et l'amortissement est calculé sur le montant net.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'effet dilutif qu'aurait l'exercice d'instruments ou d'autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires ou leur conversion en actions ordinaires à l'ouverture de la période ou à la date d'émission si elle est ultérieure, à moins que cela ait un effet antidilutif. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions. Cette méthode consiste à prendre en compte l'utilisation du produit qui pourrait être obtenu à l'exercice des options et des bons de souscription dans le calcul du résultat dilué par action. Elle suppose que le produit servirait à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période. La Société a une catégorie d'actions ordinaires potentielles dilutives, soit les options sur actions.

Distribution de dividendes

Dans la période au cours de laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration, ils sont comptabilisés en tant que passif dans les états financiers de la Société.

Aide gouvernementale

Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la contribution sera reçue et que toutes les conditions qui s'y rattachent seront remplies.

La Société bénéficie de crédits d'impôt à l'investissement qui sont réputés équivalents à des contributions gouvernementales.

La Société reçoit des contributions d'Investissement Québec (IQ) relativement au projet Nouveaux marchés principaux pour les frais engagés à l'égard des programmes de R-D. Elle a aussi reçu au cours d'exercices antérieurs des contributions pour le projet Phœnix aux termes du programme Partenariat technologique Canada (PTC) et des programmes d'IQ. Les contributions remboursables sont comptabilisées en tant qu'obligations relatives aux redevances. La partie courante est incluse dans les charges à payer. L'obligation relative aux redevances est comptabilisée dès que l'aide gouvernementale est à recevoir et est déterminée selon les projections futures. L'obligation est actualisée au moyen des taux d'intérêt du marché en vigueur à cette date pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. L'écart entre les contributions gouvernementales et la valeur actuelle de l'obligation au titre des redevances est comptabilisée en tant que contribution gouvernementale et portée en diminution des coûts ou des dépenses inscrites à l'actif.

La Société constate la participation du gouvernement du Canada au projet Falcon à titre d'obligation à long terme portant intérêt. L'évaluation initiale du passif comptable constaté au titre du remboursement au prêteur est actualisée au moyen des taux d'intérêt alors en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actuelle est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses inscrites à l'actif.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction de la Société fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés sont présentés ci-dessous. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à la date à laquelle le contrôle est obtenu. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, la Société consulte des experts indépendants ou calcule la juste valeur à l'interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actuels nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et de toute variation du taux d'actualisation appliqué.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur du risque de crédit propre à la Société ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des liquidités soumises à restrictions, des comptes débiteurs, des contrats en cours et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des contrats de location-financement est estimée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- iii) La juste valeur de la dette à long terme, d'obligation à long terme et des comptes débiteurs non courants (incluant les avances) est estimée en fonction des flux de trésorerie actuels et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- iv) La juste valeur des instruments dérivés de la Société (y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte) est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actuelle des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- v) La juste valeur des placements disponibles à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actuels, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation fondé sur des calculs de la valeur d'utilité qui font appel à un modèle de flux de trésorerie actuels. Les flux de trésorerie proviennent du budget approuvé par la direction pour les cinq prochains exercices et ne tiennent pas compte des activités de restructuration qui ne font pas encore l'objet d'un engagement de la Société ni des investissements futurs importants qui feront augmenter la valeur de l'actif des unités génératrices de trésorerie visées par le test. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la valeur d'utilité comprennent les estimations des taux de croissance, du coût moyen pondéré du capital et des taux d'impôt. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque des immobilisations corporelles et d'autres immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Provisions

Aux fins de la détermination du montant des provisions, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et l'échéancier prévu des coûts.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La Société emploie la méthode de l'avancement des travaux pour comptabiliser ses contrats à prix fixe visant la prestation de services et la fabrication de produits. Le recours à cette méthode oblige la Société à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du résultat sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les hausses futures des salaires, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés ayant une notation de AA/AAA qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de ceux du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Le rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en tenant compte des rendements prévus des actifs qui sous-tendent la politique de placement applicable pendant la période au cours de laquelle l'obligation doit être éteinte. Pour le calcul du rendement prévu des actifs des régimes, les rendements historiques et les rendements futurs prévus ont été pris en compte séparément pour chaque catégorie d'actifs, en fonction de la répartition des actifs et de la politique de placement.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture actuelle du marché.

Paiements fondés sur des actions

La Société évalue le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois fiscales de divers territoires. Elle doit avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. La Société constitue une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée des issues possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les pertes fiscales inutilisées dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que la Société dégage un résultat imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être réduit si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu, s'il y a lieu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale.

Modifications futures des méthodes comptables

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 *Instruments financiers*, première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par IAS 39 pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation hybride qui comprend deux catégories : les instruments comptabilisés au coût amorti et les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reportées vers IFRS 9. Cependant, la tranche des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à la Société doit être présentée aux autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat. IFRS 9 s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10 *États financiers consolidés* en remplacement de SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* ainsi que d'une partie d'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. La norme fournit des directives additionnelles pour faciliter la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. IFRS 10 s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11 *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31 *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13 *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme légale, comme c'est actuellement le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. IFRS 11 s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. À l'heure actuelle, la Société utilise la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais elle devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12 *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et les autres entités hors bilan. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences d'information qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La norme s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 *Avantages du personnel* afin de refléter d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail en éliminant la possibilité de différer la comptabilisation des profits et des pertes (méthode du corridor) et d'étoffer les exigences d'information. Ces modifications s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et leur application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

NOTE 2 – PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS**Première application**

Jusqu'à l'exercice clos le 31 mars 2011 inclusivement, la Société établissait ses états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada antérieurs. Pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les IFRS dans ses états financiers consolidés. Par conséquent, pour la période close le 30 juin 2011, la Société a préparé pour la première fois ses états financiers selon les IFRS applicables au 10 août 2011.

Aux fins de l'établissement de ces états financiers consolidés, l'état de la situation financière d'ouverture de la Société a été dressé à la date du passage aux IFRS pour la Société, soit le 1^{er} avril 2010. La présente note explique les principaux ajustements apportés par la Société dans le cadre du retraitement de ses capitaux propres établis selon les PCGR du Canada antérieurs au 1^{er} avril 2010 et de ses états financiers établis selon les PCGR du Canada publiés antérieurement pour l'exercice clos le 31 mars 2011 et le trimestre clos le 30 juin 2010.

Les différences de méthodes comptables et les répercussions relevées ne sont ni exhaustives, ni définitives, étant donné que l'information présentée ci-après reflète les hypothèses, estimations et attentes de la Société à l'heure actuelle, lesquelles peuvent toutes être modifiées. Les modifications apportées aux IFRS et aux autres règlements ou encore l'évolution de la conjoncture économique pourraient aussi avoir une incidence sur cette information. En outre, les décisions financières quant aux méthodes comptables n'ont pas à être prises avant l'achèvement des états financiers annuels de l'exercice 2012.

Exemptions appliquées

IFRS 1 *Première application des Normes internationales d'information financière* prévoit pour les nouveaux adoptants certaines exemptions de l'exigence générale d'appliquer les IFRS en vigueur pour l'exercice clos le 31 mars 2012 à titre rétrospectif. La Société a appliqué les exemptions suivantes :

- i) La Société a décidé de comptabiliser certains dispositifs de formation désignés à cette fin à leur juste valeur estimative et d'utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé au 1^{er} avril 2010;
- ii) La Société a décidé de comptabiliser le cumul des écarts actuariels liés aux régimes à prestations définies qui étaient différés selon les PCGR du Canada dans les résultats non distribués d'ouverture au 1er avril 2010;
- iii) La Société a décidé de réputer nul le montant cumulé des différences de conversion pour tous les établissements à l'étranger au 1er avril 2010, l'ajustement étant porté en diminution des bénéfices non distribués d'ouverture;
- iv) La Société a décidé d'appliquer l'exigence d'IAS 23 Coûts d'emprunt selon laquelle les intérêts doivent être incorporés au coût des actifs qualifiés uniquement après le 1er avril 2010;
- v) La Société a décidé de ne pas appliquer IFRS 3 (sous sa forme modifiée en 2008) Regroupements d'entreprises aux regroupements d'entreprises conclus avant le 1er avril 2010. Par conséquent, au 1er avril 2010, la valeur comptable du goodwill selon les IFRS est identique à celle selon les PCGR du Canada.

Rapprochement des capitaux propres selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

<i>(non audités)</i>		31 mars	30 juin	1 ^{er} avril
<i>(montants en millions)</i>	Notes	2011	2010	2010
Capitaux propres selon les PCGR du Canada		1 269,4 \$	1 191,2 \$	1 155,8 \$
Diminution découlant des ajustements liés aux IFRS :				
Immobilisations corporelles*	B	(65,0)	(66,7)	(68,4)
Contrats de location*	E	(22,9)	(24,0)	(23,3)
Avantages du personnel	C	(49,7)	(60,3)	(57,1)
Produits des activités ordinaires	F	(5,5)	(6,3)	(6,0)
Aide gouvernementale*	A	(104,4)	(101,5)	(100,4)
Coûts d'emprunt*	D	(26,4)	(23,4)	(23,0)
Impôts sur le résultat et autres	G	(81,1)	(75,8)	(77,2)
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société selon les IFRS		914,4 \$	833,2 \$	800,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	H	18,5	17,4	18,0
Capitaux propres selon les IFRS		932,9 \$	850,6 \$	818,4 \$

* Certaines incidences fiscales de ces ajustements sont prises en compte dans les impôts sur le résultat et autres.

Rapprochement du résultat net selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

(non audités) (montants en millions, sauf les montants par action)	Notes	Exercice clos le 31 mars 2011			Trimestre clos le 30 juin 2010		
		PCGR du Canada	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
Produits des activités ordinaires	F	1 629,0 \$	1,8 \$	1 630,8 \$	366,7 \$	(0,3) \$	366,4 \$
Coût des ventes	A, B, D-F	1 102,7	(20,7)	1 082,0	243,3	(5,9)	237,4
Marge brute		526,3 \$	22,5 \$	548,8 \$	123,4 \$	5,6 \$	129,0 \$
Frais de recherche et développement		46,4	(1,9)	44,5	12,6	–	12,6
Frais de vente, généraux et d'administration	A, C, D, G	238,9	1,0	239,9	55,2	1,0	56,2
Autres pertes (profits) – montant net		(18,3)	0,1	(18,2)	(6,6)	1,1	(5,5)
Résultat opérationnel		259,3 \$	23,3 \$	282,6 \$	62,2 \$	3,5 \$	65,7 \$
Produits financiers	A	(4,1) \$	(0,3) \$	(4,4) \$	(0,9) \$	(0,1) \$	(1,0) \$
Charges financières	A, D, E	34,8	29,6	64,4	7,8	7,4	15,2
Charges financières – montant net		30,7 \$	29,3 \$	60,0 \$	6,9 \$	7,3 \$	14,2 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		228,6 \$	(6,0) \$	222,6 \$	55,3 \$	(3,8) \$	51,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	G	58,8	2,9	61,7	15,9	(1,0)	14,9
Résultat net		169,8 \$	(8,9) \$	160,9 \$	39,4 \$	(2,8) \$	36,6 \$
Attribuable aux :							
Détenteurs d'instruments de capitaux							
propres de la Société		169,8 \$	(9,5) \$	160,3 \$	39,4 \$	(2,2) \$	37,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	H	–	0,6	0,6	–	(0,6)	(0,6)
Résultat par action des activités maintenues attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							
De base		0,66 \$	(0,04) \$	0,62 \$	0,15 \$	– \$	0,15 \$
Dilué		0,66	(0,04)	0,62	0,15	(0,01)	0,14
Nombre moyen pondéré							
d'actions en circulation (de base)		256,7	–	256,7	256,5	–	256,5
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)		257,3	0,2	257,5	256,6	0,2	256,8

Rapprochement du résultat global selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Notes	Exercice clos le 31 mars 2011			Trimestre clos le 30 juin 2010		
		PCGR du Canada	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
Résultat net		169,8 \$	(8,9) \$	160,9 \$	39,4 \$	(2,8) \$	36,6 \$
Autres éléments du résultat global :							
Différences de conversion	B-G	(24,1) \$	3,7 \$	(20,4) \$	11,0 \$	3,1 \$	14,1 \$
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		(0,6)	–	(0,6)	(9,1)	0,1	(9,0)
Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		–	(0,1)	(0,1)	–	–	–
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	C	–	6,3	6,3	–	(3,4)	(3,4)
Autres éléments du résultat global		(24,7) \$	9,9 \$	(14,8) \$	1,9 \$	(0,2) \$	1,7 \$
Résultat global total		145,1 \$	1,0 \$	146,1 \$	41,3 \$	(3,0) \$	38,3 \$
Résultat global total attribuable aux :							
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		145,1 \$	0,3 \$	145,4 \$	41,3 \$	(2,6) \$	38,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		–	0,7	0,7	–	(0,4)	(0,4)
Résultat global total		145,1 \$	1,0 \$	146,1 \$	41,3 \$	(3,0) \$	38,3 \$

Rapprochement de la situation financière selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

(non audités) (montants en millions)	Notes	31 mars 2011				1 ^{er} avril 2010	
		PCGR du Canada	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
Actif							
Trésorerie et équivalents de trésorerie		276,4 \$	– \$	276,4 \$	312,9 \$	– \$	312,9 \$
Comptes débiteurs	H	296,9	(0,1)	296,8	237,5	0,7	238,2
Contrats en cours : actifs	F, H	207,9	22,6	230,5	220,6	(15,1)	205,5
Stocks	F	125,1	(0,8)	124,3	126,9	(0,1)	126,8
Paiements d'avance	E	54,5	(11,0)	43,5	33,7	(9,5)	24,2
Impôts sur le résultat à recouvrer	A, G, H	52,2	6,6	58,8	24,3	6,4	30,7
Impôts sur le résultat différés	H	9,2	(9,2)	–	7,1	(7,1)	–
Actifs financiers dérivés	H	–	18,9	18,9	–	27,9	27,9
Total de l'actif courant		1 022,2 \$	27,0 \$	1 049,2 \$	963,0 \$	3,2 \$	966,2 \$
Immobilisations corporelles	A, B, D, E	1 180,1	30,9	1 211,0	1 147,2	49,9	1 197,1
Immobilisations incorporelles	A, D, H	178,8	197,0	375,8	125,4	165,0	290,4
Goodwill	H	198,5	(198,5)	–	161,9	(161,9)	–
Actifs d'impôt différé	D, G, H	76,7	(56,0)	20,7	82,9	(58,2)	24,7
Actifs financiers dérivés	H	–	11,6	11,6	–	15,1	15,1
Autres actifs	C, H	201,6	(52,6)	149,0	141,5	(43,7)	97,8
Total de l'actif		2 857,9 \$	(40,6) \$	2 817,3 \$	2 621,9 \$	(30,6) \$	2 591,3 \$
Passif et capitaux propres							
Comptes créditeurs et charges							
charges à payer	A, C, E, H	527,1 \$	24,8 \$	551,9 \$	467,8 \$	25,2 \$	493,0 \$
Provisions	H	–	20,9	20,9	–	32,1	32,1
Impôts sur le résultat à payer	H	–	12,9	12,9	–	6,5	6,5
Contrats en cours : passifs	F, H	173,3	(47,5)	125,8	199,7	(32,3)	167,4
Partie courante de la dette à long terme	E	30,7	55,5	86,2	51,1	17,4	68,5
Impôts sur le résultat futurs	H	31,8	(31,8)	–	23,0	(23,0)	–
Passifs financiers dérivés	H	–	12,4	12,4	–	9,3	9,3
Total du passif courant		762,9 \$	47,2 \$	810,1 \$	741,6 \$	35,2 \$	776,8 \$
Provisions	H	–	10,4	10,4	–	8,2	8,2
Dette à long terme	E	443,8	130,2	574,0	441,6	159,3	600,9
Obligations relatives aux redevances	A	–	161,6	161,6	–	148,0	148,0
Obligations au titre des avantages du personnel	C, H	–	62,8	62,8	–	81,4	81,4
Profits différés et autres passifs non courants	H	262,6	(75,0)	187,6	200,5	(71,2)	129,3
Passifs d'impôt différé	A-C, E-H	119,2	(54,7)	64,5	82,4	(69,2)	13,2
Passifs financiers dérivés		–	13,4	13,4	–	15,1	15,1
Total du passif		1 588,5 \$	295,9 \$	1 884,4 \$	1 466,1 \$	306,8 \$	1 772,9 \$
Capitaux propres							
Capital social	H	445,9 \$	(5,2) \$	440,7 \$	441,5 \$	(5,2) \$	436,3 \$
Surplus d'apport	H	13,5	3,6	17,1	10,9	3,3	14,2
Autres réserves	H	(240,1)	230,3	(9,8)	(215,4)	226,8	11,4
Résultats non distribués	A-H	1 050,1	(583,7)	466,4	918,8	(580,3)	338,5
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	A-H	1 269,4 \$	(355,0) \$	914,4 \$	1 155,8 \$	(355,4) \$	800,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	H	–	18,5	18,5	–	18,0	18,0
Total des capitaux propres		1 269,4 \$	(336,5) \$	932,9 \$	1 155,8 \$	(337,4) \$	818,4 \$
Total du passif et des capitaux propres		2 857,9 \$	(40,6) \$	2 817,3 \$	2 621,9 \$	(30,6) \$	2 591,3 \$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

(non audités) (montants en millions)	Exercice clos le 31 mars 2011			Trimestre clos le 30 juin 2010		
	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	247,0 \$	(20,7) \$	226,3 \$	(44,3) \$	0,1 \$	(44,2) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(237,3)	6,4	(230,9)	(50,3)	2,7	(47,6)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(42,2)	14,3	(27,9)	(18,2)	(2,8)	(21,0)

Retraitement en IFRS des états financiers selon les PCGR du Canada

Les éléments suivants expliquent les retraitements les plus significatifs et pertinents apportés aux états financiers par suite de l'application des IFRS.

A) IAS 20 et IAS 32 – Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique/Instruments financiers : Présentation

Accords de redevances avec le gouvernement

Convention comptable selon les PCGR du Canada	<p>À l'exception de la participation du gouvernement du Canada au projet Falcon, les autres contributions gouvernementales sont inscrites à titre de réduction des coûts du programme de R-D connexe ou de réduction des dépenses capitalisées au titre du programme.</p> <p>L'obligation de remboursement des contributions gouvernementales est constatée lorsque les conditions sont réunies. Ces remboursements sont constatés en résultats lorsque les redevances sont exigibles.</p> <p>Les contributions au projet Falcon sont constatées à titre d'obligation à long terme portant intérêt. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actualisée est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses capitalisées.</p>
Convention comptable selon les IFRS	<p>Les accords avec le gouvernement concernant les redevances remboursables sont comptabilisés dans les obligations au titre des redevances. L'obligation de rembourser des redevances est constatée lorsque le montant est reçu et est estimée en fonction de projections. La réévaluation ultérieure de ces obligations est comptabilisée en résultat.</p>
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	<p>En raison de l'application de la convention aux termes des IFRS, une obligation au titre des redevances d'un montant de 156,6 millions \$ (y compris la partie courante), évaluée à la valeur actuelle et augmentée au fil du temps, a été comptabilisée à l'état de la situation financière, avec une baisse correspondante des capitaux propres de 100,4 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 36,8 millions \$, et une hausse des actifs de 19,4 millions \$ afin de rendre compte rétroactivement de l'aide gouvernementale qui a été comptabilisée à titre de réduction des coûts et de réduction des dépenses en immobilisations, respectivement, conformément aux PCGR du Canada.</p>
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010	<p>Le coût des ventes a diminué de 1,7 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné que les frais liés aux redevances au titre des accords avec le gouvernement quant aux programmes de R-D ne sont pas comptabilisés selon les IFRS. Inversement, les frais financiers au titre des obligations relatives aux redevances ont augmenté de 3,3 millions \$.</p>
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	<p>Le coût des ventes a diminué de 7,6 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné que les frais liés aux redevances au titre des accords avec le gouvernement quant aux programmes de R-D ne sont pas comptabilisés selon les IFRS. Inversement, les frais financiers au titre des obligations relatives aux redevances ont augmenté de 13,3 millions \$.</p>
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	<p>Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.</p>

B) IAS 16 – Immobilisations corporelles**Exemption selon IFRS 1 – utilisation de la juste valeur comme coût réputé**

Exemption retenue	La Société a choisi d'utiliser la juste valeur comme coût réputé à la date de transition pour certains éléments d'immobilisations corporelles.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	Ce choix s'est traduit par une baisse de 76,4 millions \$ des immobilisations corporelles et par une diminution de 61,8 millions \$ des capitaux propres, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 14,6 millions \$. Le cumul des justes valeurs pour ces dispositifs de formation désignés s'élevait à 159,0 millions \$ au 1er avril 2010.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010	Le coût des ventes a diminué de 1,3 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements des appareils de formation désignés.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Le coût des ventes a diminué de 5,5 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements des appareils de formation désignés.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

Séparation des composantes

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Le coût d'une immobilisation corporelle constituée de composantes séparables importantes est imputé aux composantes lorsque cela est possible et lorsque la durée de vie des composantes peut être estimée.
Convention comptable selon les IFRS	Toute partie d'une immobilisation corporelle dont le coût est significatif par rapport au coût total de l'immobilisation et dont la durée d'utilité diffère de celle de l'actif principal doit être amortie séparément.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	Certains immeubles sont séparés en composantes. Les trois composantes relevées sont le toit, le système de chauffage et de climatisation, ainsi que le reste de l'immeuble. La séparation des composantes s'est traduite par une baisse de 2,0 millions \$ des immobilisations corporelles au 1er avril 2010.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010 et de l'exercice clos le 31 mars 2011	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

Décomptabilisation

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les immobilisations corporelles sont constatées au coût moins l'amortissement cumulé, déduction faite de toute perte de valeur. Les coûts subséquents sont capitalisés s'il s'agit d'une amélioration et sont passés en charges s'il s'agit de travaux de réparation ou de maintenance.
Convention comptable selon les IFRS	Au remplacement d'une composante, une perte de cession est constatée dans les résultats lorsque la valeur comptable de l'élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est transféré dans les stocks. S'il est impossible de déterminer cette valeur comptable, le coût et l'amortissement cumulé sont évalués en fonction du coût de l'élément de remplacement.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	La prise en compte rétroactive des décomptabilisations passées s'est traduite par une baisse de 6,5 millions \$ des immobilisations corporelles au 1er avril 2010.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010 et de l'exercice clos le 31 mars 2011	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

C) IAS 19 – Avantages du personnel**Exemption selon IFRS 1 et incidence comptable sur les activités poursuivies – écarts actuariels**

Convention comptable selon les PCGR du Canada	L'excédent du gain ou de la perte actuariel net au-delà de 10 % des obligations au titre des prestations ou de la juste valeur des actifs des régimes, n'est pas immédiatement comptabilisé en résultat, mais est plutôt amorti sur la durée résiduelle d'activité des salariés actifs (méthode du corridor). Les gains et pertes actuariels non comptabilisés qui sont sous la fourchette inférieure du corridor sont reportés.
Exemption selon IFRS 1 retenue et convention comptable selon les IFRS	La Société a choisi de constater tous les écarts actuariels des régimes à prestations définies qui étaient reportés selon les anciens PCGR du Canada dans les résultats non distribués d'ouverture. Par la suite, les écarts actuariels de nos régimes à prestations définies sont inscrits à l'état de la situation financière et dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils se produisent.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	La constatation de tous les écarts actuariels cumulés au 1 ^{er} avril 2010 a donné lieu à une diminution de 29,6 millions \$ des autres actifs et à la constatation d'un montant additionnel de 25,7 millions \$ lié à l'obligation au titre des avantages du personnel. Les capitaux propres ont également diminué de 40,7 millions \$ en raison de l'incidence fiscale différée de 14,6 millions \$.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010	Les frais généraux et d'administration ont diminué de 0,6 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné la baisse de la dotation aux amortissements des écarts actuariels.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Les frais généraux et d'administration ont diminué de 2,2 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné la baisse de la dotation aux amortissements des écarts actuariels.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

Évaluations actuarielles

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Il est possible d'évaluer les actifs et les obligations des régimes de retraite jusqu'à trois mois avant la fin de l'exercice.
Convention comptable selon les IFRS	Les actifs et les obligations des régimes doivent être évalués à la date de clôture.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	Le changement de date d'évaluation s'est traduit par une hausse de 17,0 millions \$ de l'obligation au titre des avantages du personnel, avec une baisse correspondante des capitaux propres de 12,4 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 4,6 millions \$.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 0,3 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 1,1 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

Coûts des services passés

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les coûts des services passés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs qui devraient recevoir des prestations aux termes du régime jusqu'à la date d'admissibilité complète.
Convention comptable selon les IFRS	Les coûts des services passés sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la période moyenne d'acquisition des avantages. Dans la mesure où les avantages sont déjà acquis après la mise en place ou la modification d'un régime à prestations définies, les coûts des services passés sont comptabilisés immédiatement.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	La constatation des avantages déjà acquis s'est traduite par une hausse de 4,8 millions \$ de l'obligation au titre des avantages du personnel, avec une baisse correspondante des capitaux propres de 3,5 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 1,3 million \$.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010 et de l'exercice clos le 31 mars 2011	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

D) IAS 23 – Coûts d'emprunt**Exemption selon IFRS 1 – coûts d'emprunt**

Exemption retenue	La Société a choisi d'appliquer les exigences d'IAS 23, Coûts d'emprunt, en vertu desquelles les intérêts ne doivent être capitalisés aux actifs admissibles qu'à compter du 1er avril 2010.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	Par conséquent, les intérêts capitalisés non amortis avant le 1er avril 2010 ont été éliminés par le biais d'un ajustement des bénéfices non distribués, ce qui s'est traduit par une diminution respective de 23,5 millions \$ et de 1,7 million \$ des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, avec une baisse correspondante des capitaux propres de 23,0 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 2,2 millions \$.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010	Le coût des ventes a diminué de 0,3 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements découlant de l'élimination des intérêts capitalisés non amortis. Cependant, les frais financiers ont augmenté de 1,0 million \$, les intérêts sur certains actifs n'étant pas admissibles à la capitalisation. Aux termes des PCGR du Canada, ces intérêts étaient capitalisés au coût de l'actif connexe.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Le coût des ventes a diminué de 0,8 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements découlant de l'élimination des intérêts capitalisés non amortis. Cependant, les frais financiers ont augmenté de 4,3 millions \$, les intérêts sur certains actifs n'étant pas admissibles à la capitalisation. Aux termes des PCGR du Canada, ces intérêts étaient capitalisés au coût de l'actif connexe.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

E) IAS 17 – Contrats de location**Classement**

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Conformément aux PCGR du Canada, un contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition (location-financement) ou de location-exploitation (location simple), selon que la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété d'un actif loué est transférée au locataire, et l'évaluation a lieu à la naissance du contrat de location. Des seuils quantitatifs servent à la détermination des seuils de classement.
Convention comptable selon les IFRS	Le classement des contrats de location aux termes des IFRS varie également selon que la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété d'un actif loué est transférée au locataire, et l'évaluation a également lieu à la naissance du contrat de location. Il n'existe aucun seuil quantitatif, et des indicateurs qualitatifs supplémentaires sont fournis.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	Les contrats de location significatifs, lesquels étaient auparavant classés dans les contrats de location simple, sont constatés dans l'état de la situation financière à titre de contrats de location-financement, y compris certains simulateurs du réseau mondial de centres de formation de la Société ainsi que certains immeubles. Le reclassement de ces contrats de location a entraîné une augmentation de 150,7 millions \$ des immobilisations corporelles et une hausse correspondante de 176,5 millions \$ de la dette à long terme, y compris la partie courante, au 1 ^{er} avril 2010. Les capitaux propres ont diminué de 23,3 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 12,0 millions \$.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010	Le coût des ventes a diminué de 2,6 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, surtout en raison de la reprise de la charge locative, partiellement contrebalancée par la dépréciation des actifs dont le contrat de location a été reclassé. Inversement, les frais financiers ont augmenté de 2,8 millions \$, surtout en raison de l'accroissement des intérêts sur la dette à long terme.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Le coût des ventes a diminué de 10,5 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, surtout en raison de la reprise de la charge locative, partiellement contrebalancée par la dépréciation des actifs dont le contrat de location a été reclassé. Inversement, les frais financiers ont augmenté de 11,1 millions \$, surtout en raison de l'accroissement des intérêts sur la dette à long terme.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Selon les PCGR du Canada, les paiements au titre de certains simulateurs du réseau mondial de centres de formation de la Société et de certains immeubles auparavant classés dans les contrats de location simple ont été reclassés dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Selon les IFRS, ces contrats de location étant comptabilisés à l'état de la situation financière dans les contrats de location-financement, ces paiements sont traités comme des activités de financement. Pour le trimestre clos le 30 juin 2010, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont diminué de 2,4 millions \$ lorsque les obligations au titre des contrats de location ont été remboursées. Pour l'exercice clos le 31 mars 2011, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont également diminué de 17,5 millions \$ lorsque les obligations au titre des contrats de location ont été remboursées.

F) IAS 18 – Produits des activités ordinaires

Accords de services à long terme

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les revenus tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat. Lorsque les preuves historiques démontrent clairement que des coûts seront engagés selon une autre méthode que la méthode de l'amortissement linéaire, les revenus sont constatés sur la période contractuelle proportionnellement aux coûts qui devraient être engagés pour fournir les services visés par le contrat (méthode de l'avancement des travaux).
Convention comptable selon les IFRS	La notion que des preuves historiques doivent exister pour qu'on puisse constater les produits des activités ordinaires selon la méthode de l'avancement des travaux n'est pas nécessaire. En conséquence, dans le cas des accords de services pour lesquels la méthode de l'avancement des travaux permet d'estimer plus fidèlement l'issue du contrat, il n'est pas approprié d'utiliser la méthode linéaire.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	L'application rétroactive de la méthode de l'avancement des travaux pour un faible nombre d'accords a eu une incidence défavorable de 6,0 millions \$ sur les résultats non distribués.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010	Les produits des activités ordinaires ont diminué de 0,3 million \$ et le coût des ventes a augmenté de 0,1 million \$.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 1,9 million \$ et le coût des ventes a augmenté de 0,7 million \$.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

G) Impôts sur le résultat et autres**Actif d'impôt différé non constaté**

Convention comptable selon les IFRS	Certains ajustements transitoires ont donné lieu à la constatation d'un actif d'impôt différé supplémentaire. Cependant, comme les IFRS restreignent la constatation intégrale des impôts différés en exigeant leur comptabilisation uniquement dans la mesure où leur réalisation est probable, certains actifs d'impôts différés n'ont pas été constatés étant donné que certains avantages devraient se matérialiser dans des périodes subséquentes à la période au cours de laquelle sont réunis les critères de probabilité de recouvrement nécessaires au soutien de ces actifs.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	Les actifs d'impôts différés ont été constatés uniquement dans la mesure où leur réalisation est probable.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

IFRS 3 – Regroupements d'entreprises

Frais connexes aux acquisitions

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les frais connexes à une acquisition sont les coûts engagés par l'acquéreur pour conclure un regroupement d'entreprises. Aux termes des PCGR du Canada, les coûts directs d'une acquisition d'entreprise sont capitalisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition, alors que les coûts indirects sont passés en charges.
Convention comptable selon les IFRS	L'acquéreur passe tous les frais connexes aux acquisitions en charges dans les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus, à l'exception des coûts liés à l'émission de titres d'emprunt ou de titres de capitaux propres.
Incidence sur le bilan au 1 ^{er} avril 2010	Aucune incidence, étant donné le choix selon IFRS 1 d'appliquer IFRS 3 aux regroupements d'entreprises survenant le 1 ^{er} avril 2010 ou après cette date.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 0,9 million \$ en raison de la passation en charges des frais connexes aux acquisitions.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 2,5 millions \$ en raison de la passation en charges des coûts d'acquisition.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

H) Reclassements

Le tableau suivant présente certaines différences de classement significatives :

PCGR du Canada	IFRS
<ul style="list-style-type: none"> – Les actifs financiers dérivés sont inclus dans les <i>comptes débiteurs</i> et dans les <i>autres actifs</i>, alors que les passifs financiers dérivés sont inclus dans les <i>comptes créditeurs et charges à payer</i> et dans les <i>gains reportés et autres passifs à long terme</i>. – Les parties à court terme et à long terme des actifs et des passifs d'impôts futurs sont séparées, étant donné que la Société présente un bilan ordonné. Le classement est fondé sur le classement de l'actif ou du passif auquel les impôts futurs sont liés. Si un solde d'impôts futurs n'est pas lié à un actif ou à un passif constaté à des fins comptables, il est classé selon la date à laquelle on s'attend à ce que le solde se réalise. – Les provisions sont incluses dans le solde des <i>comptes créditeurs et charges à payer</i> et des <i>gains reportés et autres passifs à long terme</i>. – Les passifs au titre des avantages sociaux sont présentés dans les <i>gains reportés et autres passifs à long terme</i>. – Les impôts exigibles sont présentés dans les <i>comptes créditeurs et charges à payer</i>. – La participation ne donnant pas le contrôle est présentée au bilan dans les <i>gains reportés et autres passifs à long terme</i>. Le bénéfice net est présenté déduction faite de tout gain ou de toute perte attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. – L'écart d'acquisition est présenté séparément. – Aux termes d'un programme, certains des comptes débiteurs et des contrats en cours à l'actif sont vendus à des tiers pour une contrepartie en trésorerie. 	<ul style="list-style-type: none"> – Les actifs financiers dérivés et les passifs financiers dérivés sont présentés séparément. – Les soldes d'impôts différés ne sont pas classés en tant qu'actif ou passif courant. Tous les soldes d'impôts différés sont classés dans les actifs ou les passifs non courants. – Les provisions sont présentées séparément dans l'état de la situation financière. – Les obligations au titre des avantages du personnel sont présentés séparément. – Les impôts exigibles sont présentés séparément. – Les participations ne donnant pas le contrôle sont classées dans les capitaux propres et présentées séparément dans le compte de résultat. Les participations ne donnant pas le contrôle sont prises en compte dans le calcul du résultat net. – Le goodwill est présenté dans les <i>immobilisations incorporelles</i>. – Certains contrats en cours vendus en vertu du programme ne sont pas admissibles à la décomptabilisation. Par conséquent, la trésorerie reçue en contrepartie de ces actifs est classée dans la partie courante de la dette à long terme. <p>Pour le trimestre clos le 30 juin 2010, ce reclassement n'a eu aucune incidence significative sur les flux de trésorerie par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.</p> <p>Pour l'exercice clos le 31 mars 2011, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont diminué de 32,2 millions \$ et les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont augmenté du même montant.</p>

NOTE 3 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Au cours du trimestre, la Société a conclu de nouveaux accords de coentreprises visant la formation de CAE Japan Flight Training Inc. (51 %), d'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (50 %) et du centre de formation de Delhi (25 %).

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

Le tableau suivant résume l'information financière ayant trait aux participations de la Société dans toutes ses coentreprises :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actif			
Actif courant	71,4 \$	67,6 \$	54,0 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	277,5	258,7	235,0
Passif			
Passif courant	44,2	49,0	33,3
Dette à long terme (y compris la partie courante)	119,6	123,1	117,2
Profits différés et autres passifs non courants	9,4	8,0	7,5

<i>(non audités)</i> <i>Trimestre clos les 30 juin</i> <i>(montants en millions)</i>	2011	2010
Données sur le résultat		
Produits des activités ordinaires	26,7 \$	19,8 \$
Résultat net	6,1	4,4
Résultat opérationnel sectoriel		
FS/C	4,5	3,4
PS/M	0,7	0,6
FS/M	3,5	2,8

Il n'existe aucun passif éventuel relatif aux participations de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel relatif aux coentreprises elles-mêmes.

La quote-part attribuable à la Société des engagements en capital des coentreprises elles-mêmes se chiffre à 51,9 millions \$ au 30 juin 2011 (37,5 millions \$ au 31 mars 2011).

NOTE 4 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés à l'état de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Comptes clients en souffrance, mais non dépréciés			
1-30 jours	30,4 \$	33,0 \$	21,2 \$
31-60 jours	21,8	22,4	10,7
61-90 jours	19,1	11,7	9,3
Plus de 90 jours	26,2	15,2	20,6
Total	97,5 \$	82,3 \$	61,8 \$
Provision pour créances douteuses	(5,9)	(6,0)	(5,6)
Comptes clients courants	118,3	114,8	90,6
Comptes débiteurs non facturés	45,8	41,3	34,5
Montants à recevoir de parties liées	20,7	16,6	14,5
Autres comptes débiteurs	42,5	47,8	42,4
Total des comptes débiteurs	318,9 \$	296,8 \$	238,2 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(non audités)</i> <i>Trimestres clos les 30 juin</i> <i>(montants en millions)</i>	2011	2010
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de la période	(6,0) \$	(5,6) \$
Ajouts	(0,6)	(1,7)
Radiations	0,3	0,1
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	0,4	0,3
Différences de conversion	–	(0,1)
Provision pour créances douteuses à la clôture de la période	(5,9) \$	(7,0) \$

NOTE 5 – CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

<i>(non audités)</i> <i>Trimestres clos les 30 juin</i> <i>(montants en millions)</i>	2011	2010
Charges financières :		
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	8,2 \$	7,6 \$
Contrats de location-financement	2,7	2,9
Obligations relatives aux redevances	3,4	3,3
Dotation à l'amortissement des frais de financement différés	0,4	0,4
Désactualisation des provisions	0,4	0,4
Autres	1,9	1,1
Profits liés à la juste valeur des instruments financiers :		
Swaps de taux d'intérêt : couvertures de juste valeur	(0,5)	(0,5)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(0,4)	–
Charges financières	16,1 \$	15,2 \$
Produits financiers :		
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(0,1) \$	(0,1) \$
Autres	(1,1)	(0,9)
Produits financiers	(1,2) \$	(1,0) \$
Charges financières – montant net	14,9 \$	14,2 \$

¹⁾ Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 6,0 %.

NOTE 6 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Le tableau qui suit présente un rapprochement des dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

(non audités)

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	256 999 621	256 525 861
Effet dilutif des options sur actions	1 001 446	230 541
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	258 001 067	256 756 402

Au 30 juin 2011, des options sur 2 627 400 actions ordinaires (1 883 711 au 30 juin 2010) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour le premier trimestre de l'exercice 2012 se sont élevés à 10,3 millions \$, soit 0,04 \$ par action (7,7 millions \$ en 2011, soit 0,03 \$ par action).

NOTE 7 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat :

(non audités)

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2011	2010
<i>(montant en millions)</i>		
Charges de personnel	157,8 \$	141,4 \$
Paiements fondés sur des actions	6,7	5,2
Charges de retraite – régimes à prestations définies	2,3	2,8
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	1,6	1,4
Total de la charge de rémunération du personnel	168,4 \$	150,8 \$

NOTE 8 – AUTRES (PROFITS) PERTES – MONTANT NET

(non audités)

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2011	2010
<i>(montants en millions)</i>		
Cession ou mise hors service d'immobilisations corporelles	(6,8) \$	0,1 \$
Montant net des différences de conversion	(0,9)	(3,3)
Profit à la vente d'une filiale	–	(1,0)
Produits de dividendes	(1,2)	(1,8)
Produits de redevances	(0,1)	(0,1)
Autres	(0,9)	0,6
Autres (profits) pertes – montant net	(9,9) \$	(5,5) \$

NOTE 9 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE*(non audités)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2011	2010
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	(22,8) \$	(46,3) \$
Contrats en cours : actifs	(11,9)	(0,1)
Stocks	(17,4)	0,4
Paiements d'avance	1,5	(1,2)
Impôts sur le résultat à recouvrer	(7,9)	(3,8)
Actifs financiers dérivés	16,7	14,1
Comptes créditeurs et charges à payer	(71,7)	(56,2)
Provisions	(2,2)	0,5
Impôts sur le résultat à payer	(7,1)	6,6
Contrats en cours : passifs	(22,2)	(22,0)
Passifs financiers dérivés	(15,0)	(6,5)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(160,0) \$	(114,5) \$

NOTE 10 – AIDE GOUVERNEMENTALE**Projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

*(non audités)**Trimestre clos le 30 juin**(montants en millions)*

	2011
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	12,9 \$
Contributions	9,7
Paiements reçus	(12,6)
Montant à recevoir à la clôture de la période	10,0 \$

Information globale à l'égard des programmes

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

*(non audités)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2011	2010
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :		
Projet Falcon	1,9 \$	1,1 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,1	2,6
Contributions créditées aux résultats :		
Projet Falcon	5,7 \$	6,4 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,0	–
Total des contributions :		
Projet Falcon	7,6 \$	7,5 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	2,1	2,6

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 11– TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions suivantes ont été conclues dans le cours normal de l'activité avec des parties liées :

<i>(non audités)</i>	30 juin	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	2011	2011
Montants courants à recevoir des parties suivantes		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	19,9 \$	16,1 \$
Autres	0,8	0,5
Montants courants à payer aux parties suivantes		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	14,7 \$	16,2 \$
Autres	1,2	0,4
Montants non courants à recevoir des parties suivantes		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	0,4 \$	0,4 \$

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

<i>(montants en millions)</i>	2011	2010
Ventes à des parties liées		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	21,6 \$	16,0 \$
Autres	1,8	1,8
Achats auprès de parties liées		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	1,9 \$	0,9 \$
Autres	2,1	1,9
Autres transactions		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	6,8 \$	– \$

Les montants non courants à recevoir de parties liées sont des obligations liées à des contrats de location simple venant à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 30 juin 2011 (néant au 31 mars 2011).

De plus, au cours du premier trimestre de l'exercice 2012, des transactions s'élevant à 0,5 million \$ (0,6 million \$ en 2011) ont été faites aux prix du marché normaux avec certains organismes pour lesquels certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération versée ou à verser au personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

<i>(montants en millions)</i>	2011	2010
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1,4 \$	1,5 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,2	0,2
Indemnités de fin de contrat de travail	1,5	–
Paiements fondés sur des actions	2,2	1,7
	5,3 \$	3,4 \$

NOTE 12 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses opérations par le truchement de cinq secteurs (voir la note 1). Ces secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

*(non audités)**Trimestre clos le 30 juin 2011*

<i>(montants en millions)</i>	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	124,0 \$	86,1 \$	210,1 \$	135,2 \$	71,2 \$	206,4 \$	11,4 \$	427,9 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	16,4	1,2	17,6	1,6	2,4	4,0	0,2	21,8
Immobilisations incorporelles et autres actifs	3,2	0,6	3,8	1,1	1,5	2,6	0,6	7,0
Dépréciations et reprise des dépréciations des comptes débiteurs	–	0,1	0,1	0,2	(0,2)	–	0,1	0,2
Résultat opérationnel sectoriel	35,5	9,7	45,2	18,8	10,6	29,4	(2,6)	72,0

*(non audités)**Trimestre clos le 30 juin 2010*

<i>(montants en millions)</i>	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	109,9 \$	67,0 \$	176,9 \$	115,8 \$	66,0 \$	181,8 \$	7,7 \$	366,4 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	15,3	1,2	16,5	1,5	2,2	3,7	0,3	20,5
Immobilisations incorporelles et autres actifs	2,7	0,4	3,1	1,5	0,6	2,1	0,4	5,6
Dépréciations et reprise des dépréciations des comptes débiteurs	1,1	–	1,1	0,1	(0,1)	–	–	1,1
Résultat opérationnel sectoriel	26,8	9,6	36,4	17,3	13,9	31,2	(1,9)	65,7

Les dépenses d'investissement qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

*(non audités)**Trimestres clos les 30 juin*

<i>(montants en millions)</i>	2011	2010
FS/C	25,2 \$	12,9 \$
PS/C	5,0	4,2
PS/M	6,3	3,9
FS/M	3,2	7,2
NMP	2,9	1,2
Total des dépenses d'investissement	42,6 \$	29,4 \$

Actif et passif utilisés par secteur

CAE détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les paiements d'avance, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les actifs financiers dérivés. Le passif utilisé comprend les comptes créditeurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants et les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actif utilisé			
FS/C	1 235,4 \$	1 225,4 \$	1 184,1 \$
PS/C	294,7	251,6	241,8
PS/M	515,5	506,5	433,8
FS/M	362,5	352,5	289,5
NMP	71,1	68,2	17,6
Actif non inclus dans l'actif utilisé	330,3	413,1	424,5
Total de l'actif	2 809,5 \$	2 817,3 \$	2 591,3 \$
Passif utilisé			
FS/C	151,6 \$	155,4 \$	154,9 \$
PS/C	211,3	192,9	211,5
PS/M	232,8	308,6	293,2
FS/M	157,3	174,8	127,6
NMP	26,5	27,8	15,3
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 067,5	1 024,9	970,4
Total du passif	1 847,0 \$	1 884,4 \$	1 772,9 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 20 pays. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

(non audités)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2011	2010
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes		
Canada	58,4 \$	44,7 \$
États-Unis	119,1	108,5
Royaume-Uni	40,6	38,1
Allemagne	42,6	30,3
Pays-Bas	15,0	15,0
Autres pays d'Europe	47,3	36,7
Chine	29,7	14,7
Émirats arabes unis	11,7	17,7
Autres pays d'Asie	31,6	32,8
Australie	16,8	16,1
Autres pays	15,1	11,8
	427,9 \$	366,4 \$

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé			
Canada	361,8 \$	354,7 \$	295,6 \$
États-Unis	430,2	431,9	459,0
Amérique du Sud	83,1	71,9	50,5
Royaume-Uni	247,6	248,1	194,2
Espagne	54,1	53,6	57,7
Allemagne	65,9	64,3	66,4
Belgique	60,1	60,0	70,9
Pays-Bas	93,0	93,3	88,5
Autres pays d'Europe	72,0	80,3	68,3
Émirats arabes unis	75,4	74,9	68,4
Autres pays d'Asie	122,8	117,7	111,6
Autres pays	29,9	28,4	13,4
	1 695,9 \$	1 679,1 \$	1 544,5 \$

Les notes 13 à 19 portant sur l'exercice clos le 31 mars 2011 sont essentielles à la compréhension du présent rapport financier intermédiaire.

NOTE 13 – CONTRATS EN COURS

Les montants inscrits à l'état consolidé de la situation financière correspondent, pour chaque contrat de construction, au montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés, moins la facturation intermédiaire et les montants vendus.

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 mars 2011
Contrats en cours : actif	230,5 \$
Contrats en cours : passif	(125,8)
Contrats en cours : actif net	104,7 \$

Ce montant se ventile comme suit :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 mars 2011
Montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés à ce jour	2 062,3 \$
Déduire : facturation intermédiaire	(1 952,3)
Déduire : montants vendus	(5,3)
Contrats en cours : actif net	104,7 \$

Au 31 mars 2011, les contrats en cours ne comprenaient aucune retenue, soit des montants au titre de la facturation intermédiaire qui ne sont pas réglés avant que les conditions précisées dans le contrat soient remplies.

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction comptabilisés pour l'exercice 2011 totalisent 719,8 millions \$.

NOTE 14 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Terrains	Immeubles et améliorations	Simulateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location financement	Actifs en construction	Total
Valeur comptable nette au 1 ^{er} avril 2010	23,6 \$	173,6 \$	664,9 \$	56,3 \$	10,6 \$	162,9 \$	105,2 \$	1 197,1 \$
Ajouts	–	6,9	13,3	15,0	3,1	12,4	60,6	111,3
Acquisition de filiales	–	–	8,3	0,6	–	–	–	8,9
Acquisition d'une coentreprise	–	2,9	–	0,3	1,5	–	1,1	5,8
Cessions	–	(0,2)	(1,3)	(0,1)	–	(0,2)	–	(1,8)
Dotations aux amortissements	–	(12,1)	(37,3)	(14,9)	(2,7)	(18,2)	–	(85,2)
Autres	0,1	5,6	65,8	(1,8)	0,6	(8,1)	(66,9)	(4,7)
Différences de conversion	(0,2)	(1,7)	(12,7)	(0,3)	(0,2)	(4,6)	(0,7)	(20,4)
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	23,5 \$	175,0 \$	701,0 \$	55,1 \$	12,9 \$	144,2 \$	99,3 \$	1 211,0 \$

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Terrains	Immeubles et améliorations	Simulateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location financement	Actifs en construction	Total
Coût	23,5 \$	280,4 \$	869,2 \$	189,6 \$	20,8 \$	258,1 \$	99,3 \$	1 740,9 \$
Cumul des amortissements	–	(105,4)	(168,2)	(134,5)	(7,9)	(113,9)	–	(529,9)
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	23,5 \$	175,0 \$	701,0 \$	55,1 \$	12,9 \$	144,2 \$	99,3 \$	1 211,0 \$

Au 31 mars 2011, la période d'amortissement résiduelle moyenne des simulateurs était de 15 années.

Au 31 mars 2011, les emprunts bancaires étaient garantis par des immobilisations corporelles d'une valeur de 270,3 millions \$.

Au 31 mars 2011, les actifs visés par des contrats de location-financement comprenaient des simulateurs, des immeubles et du matériel et outillage, comme suit :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 mars 2011
Simulateurs	
Coût	223,4 \$
Cumul des amortissements	(105,0)
Valeur comptable nette	118,4 \$
Immeubles	
Coût	34,1 \$
Cumul des amortissements	(8,3)
Valeur comptable nette	25,8 \$
Matériel et outillage	
Coût	0,6 \$
Cumul des amortissements	(0,6)
Valeur comptable nette	– \$
Valeur comptable nette totale	144,2 \$

La durée des contrats de location varie entre 2 et 21 ans.

Au 31 mars 2011, la valeur comptable nette des simulateurs loués à des tiers s'établit à 5,1 millions \$.

NOTE 15 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Goodwill	Frais de développement inscrits à l'actif	Relations avec des clients	ERP et autres logiciels	Technologies	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur comptable nette au 1 ^{er} avril 2010	161,9 \$	29,5 \$	29,2 \$	30,3 \$	19,3 \$	20,2 \$	290,4 \$
Ajouts – développement à l'interne	–	22,6	3,1	18,5	0,3	0,3	44,8
Ajouts – acquisition distincte	–	–	–	–	–	0,1	0,1
Acquisition de filiales	36,2	–	17,0	–	8,3	0,8	62,3
Dotation aux amortissements	–	(4,1)	(4,5)	(3,7)	(3,0)	(4,4)	(19,7)
Autres	–	(2,8)	2,9	0,4	0,4	0,9	1,8
Différences de conversion	(3,0)	–	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,3)	(3,9)
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	195,1 \$	45,2 \$	47,5 \$	45,4 \$	25,0 \$	17,6 \$	375,8 \$

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Goodwill	Frais de développement inscrits à l'actif	Relations avec des clients	ERP et autres logiciels	Technologies	Autres immobilisations incorporelles	Total
Coût	195,1 \$	78,8 \$	58,0 \$	78,9 \$	35,2 \$	35,5 \$	481,5 \$
Cumul des amortissements	–	(33,6)	(10,5)	(33,5)	(10,2)	(17,9)	(105,7)
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	195,1 \$	45,2 \$	47,5 \$	45,4 \$	25,0 \$	17,6 \$	375,8 \$

Au 31 mars 2011, la période d'amortissement résiduelle moyenne des frais de développement inscrits à l'actif était de cinq années.

La Société n'a pas d'autres immobilisations incorporelles à durée indéterminée que le goodwill.

La valeur comptable du goodwill affecté aux UGT de la Société par segment opérationnel s'établit comme suit :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 mars 2011
FS/C	31,0 \$
PS/M	102,4
FS/M	36,2
NMP	25,5
Total du goodwill	195,1 \$

NOTE 16 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Les obligations au titre des avantages du personnel s'établissent comme suit :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 mars 2011
Obligations capitalisées au titre des prestations définies	254,9 \$
Juste valeur des actifs des régimes	238,8
Obligations capitalisées au titre des prestations définies – montant net	16,1 \$
Obligations supplémentaires au titre des prestations définies	47,0
Coûts des services passés non comptabilisés	(0,3)
Obligations au titre des avantages du personnel	62,8 \$

Les variations des obligations capitalisées au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes au cours de l'exercice 2011 sont les suivantes :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	2011		
	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations découlant des régimes de retraite au 1 ^{er} avril 2010	209,5 \$	25,0 \$	234,5 \$
Coût des services rendus au cours de la période	8,0	0,4	8,4
Coût financier	12,0	1,3	13,3
Cotisations salariales	2,7	0,3	3,0
Écart actuariel	(2,8)	3,8	1,0
Prestations de retraite versées	(11,7)	(0,5)	(12,2)
Regroupement d'entreprises	–	6,7	6,7
Différences de conversion	–	0,2	0,2
Obligations découlant des régimes de retraite au 31 mars 2011	217,7 \$	37,2 \$	254,9 \$
Juste valeur des actifs des régimes au 1 ^{er} avril 2010	173,0 \$	23,6 \$	196,6 \$
Rendement prévu des actifs des régimes	12,5	1,4	13,9
Écart actuariel	9,6	2,1	11,7
Cotisations patronales	20,3	0,4	20,7
Cotisations salariales	2,7	0,3	3,0
Prestations de retraite versées	(11,7)	(0,5)	(12,2)
Regroupement d'entreprises	–	4,8	4,8
Différences de conversion	–	0,3	0,3
Juste valeur des actifs des régimes au 31 mars 2011	206,4 \$	32,4	238,8 \$

Le rendement réel des actifs des régimes a totalisé 25,6 millions \$ pour l'exercice 2011.

Les obligations découlant des régimes de retraite complémentaires pour l'exercice 2011 s'établissent comme suit :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	2011		
	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations découlant des régimes de retraite au 1 ^{er} avril 2010	36,1 \$	7,8 \$	43,9 \$
Coût des services rendus au cours de la période	1,2	0,1	1,3
Coût financier	2,0	0,4	2,4
Écart actuariel	1,6	0,5	2,1
Prestations de retraite versées	(2,6)	(0,6)	(3,2)
Regroupement d'entreprises	–	0,5	0,5
Obligations découlant des régimes de retraite au 31 mars 2011	38,3 \$	8,7 \$	47,0 \$

La charge de retraite nette comptabilisée dans le résultat net de l'exercice se ventile comme suit :

(non audités)

(montants en millions)

			2011
	Au Canada	À l'étranger	Total
Régimes par capitalisation			
Coût des services rendus au cours de la période	8,0 \$	0,4 \$	8,4 \$
Coût financier	12,0	1,3	13,3
Rendement prévu des actifs des régimes	(12,5)	(1,4)	(13,9)
Coût des services passés	0,4	–	0,4
Charge de retraite nette	7,9 \$	0,3 \$	8,2 \$
Régimes de retraite complémentaires			
Coût des services rendus au cours de la période	1,2 \$	0,1 \$	1,3 \$
Coût financier	2,0	0,4	2,4
Charge de retraite nette	3,2 \$	0,5 \$	3,7 \$
Charge de retraite nette totale	11,1 \$	0,8 \$	11,9 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011, une tranche de 4,5 millions \$ de la charge de retraite a été imputée au coût des ventes, une tranche de 1,5 million \$ a été imputée aux frais de recherche et de développement, une tranche de 4,9 millions \$ a été imputée aux frais de vente, généraux et d'administration et une tranche de 1,0 million \$ a été enregistrée à l'actif.

La pondération en pourcentage des principales catégories d'actifs qui constituent la juste valeur des actifs des régimes au 31 mars 2011 s'établit comme suit :

(non audités)	Régimes du Canada	Régime des Pays-Bas	Régime du Royaume-Uni	Régime de la Norvège
Instruments de capitaux propres	63 %	25 %	53 %	21 %
Instruments de créance	37 %	75 %	47 %	49 %
Bien immobilier	–	–	–	18 %
Autres	–	–	–	12 %
	100 %	100 %	100 %	100 %

Les actifs des régimes de retraite comprennent les actions ordinaires de la Société d'une juste valeur de 0,9 million \$ au 31 mars 2011.

Principales hypothèses (moyenne pondérée) :

(non audités)

	Au Canada	A l'étranger
Obligations découlant des régimes de retraite au 31 mars 2011:		
Taux d'actualisation	5,75 %	5,13 %
Taux de croissance des salaires	3,50 %	2,35 %
Charge de retraite nette :		
Rendement prévu de l'actif des régimes	7,00 %	5,57 %
Taux d'actualisation	5,75 %	5,12 %
Taux de croissance des salaires	3,50 %	2,04 %

Les montants pour la période courante se présentent comme suit :

<i>(non audités)</i>	
<i>(montants en millions)</i>	2011
Régimes canadiens par capitalisation	
Obligations au titre des prestations définies	217,7 \$
Actif des régimes	206,4
Déficit	11,3
Ajustements liés à l'expérience visant le passif des régimes	2,8
Ajustements liés à l'expérience visant l'actif des régimes	9,6
Régimes étrangers par capitalisation	
Obligations au titre des prestations définies	37,2
Actif des régimes	32,4
Déficit	4,8
Ajustements liés à l'expérience visant le passif des régimes	(0,6)
Ajustements liés à l'expérience visant l'actif des régimes	2,1
Régimes de retraite complémentaires canadiens	
Obligations au titre des prestations définies	38,3
Ajustements liés à l'expérience visant le passif des régimes	(1,6)
Régimes de retraite complémentaires étrangers	
Obligations au titre des prestations définies	8,7
Ajustements liés à l'expérience visant le passif des régimes	(0,5)

Le cumul des écarts actuariels nets avant impôts comptabilisés aux autres éléments du résultat global depuis le 1^{er} avril 2010 s'élevait à 8,6 millions \$ au 31 mars 2011. La Société n'a pas établi le montant des écarts actuariels qui auraient été comptabilisés aux autres éléments du résultat global avant le 1^{er} avril 2010, puisque cette information n'est pas requise pour les périodes antérieures.

La cotisation prévue pour le prochain exercice est la suivante :

<i>(non audités)</i>				
<i>(montants en millions)</i>		Régimes par capitalisation		Régimes de retraite complémentaires
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger
Cotisation prévue – exercice 2012	21,1 \$	1,2 \$	2,1 \$	0,6 \$

NOTE 17 – GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

La Société surveille le niveau de la dette par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital, et les ratios se présentent comme suit pour l'exercice 2011 :

<i>(non audités)</i>	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	2011
Total de la dette	660,2 \$
Ajouter : Valeur actuelle des contrats de cession-bail	8,0
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(276,4)
Dette nette ajustée	391,8 \$
Capitaux propres	932,9 \$
Ratio de la dette nette ajustée sur les capitaux propres	30:70

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital. Au 31 mars 2011, la Société respecte ses clauses restrictives de nature financière.

NOTE 18 – AUTRES RÉSERVES

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Différence de conversion	Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie	Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente	Total
Soldes au 1 ^{er} avril 2010	– \$	10,9 \$	0,5 \$	11,4 \$
Autres éléments du résultat global	(20,5)	(0,6)	(0,1)	(21,2)
Soldes au 31 mars 2011	(20,5) \$	10,3 \$	0,4 \$	(9,8) \$

NOTE 19 – RELATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les tableaux suivants présentent les participations au 31 mars 2011 qui ont une incidence significative sur les résultats ou l'actif de la Société :

Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société :

<i>(non audités)</i> Nom	Pays de constitution	Participation en %
7320701 Canada inc.	Canada	100,0 %
7510438 Canada inc.	Canada	100,0 %
B.V. Nationale Luchtvaartschool	Pays-Bas	100,0 %
BGT BioGraphic Technologies inc.	Canada	100,0 %
CAE (UK) PLC	Royaume-Uni	100,0 %
CAE (US) inc.	États-Unis	100,0 %
CAE (US) LLC	États-Unis	100,0 %
CAE Aircrew Training Services PLC	Royaume-Uni	77,9 %
CAE Australia Pty Ltd.	Australie	100,0 %
CAE Aviation Training B.V.	Pays-Bas	100,0 %
CAE Aviation Training Chile Limitada	Chili	100,0 %
CAE Aviation Training International Ltd.	Île Maurice	100,0 %
CAE Beyss Grundstücksgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %
CAE Center Amsterdam B.V.	Pays-Bas	100,0 %
CAE Center Brussels N.V.	Belgique	100,0 %
CAE China Support Services Company Limited	Chine	100,0 %
CAE Civil Aviation Training Solutions, inc.	États-Unis	100,0 %
CAE Datamine Canada inc.	Canada	100,0 %
CAE Datamine Corporate Limited	Royaume-Uni	100,0 %
CAE Elektronik GmbH	Allemagne	100,0 %
CAE Engineering Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie	100,0 %
CAE Euroco S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %
CAE Flight & Simulator Services Sdn. Bhd.	Malaisie	100,0 %
CAE Flight Training Center Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100,0 %
CAE Flight Solution USA inc.	États-Unis	100,0 %
CAE Flightscape inc.	Canada	100,0 %
CAE Global Academy Évora, SA	Portugal	100,0 %
CAE Global Academy Phoenix inc.	États-Unis	100,0 %
CAE Santé inc.	Canada	100,0 %
CAE Healthcare USA inc.	États-Unis	100,0 %
CAE Holdings B.V.	Pays-Bas	100,0 %
CAE Holdings Limited	Royaume-Uni	100,0 %
CAE India Private Limited	Inde	76,0 %
CAE International Capital Management Hungary LLC	Hongrie	100,0 %
CAE International Holdings Limited	Canada	100,0 %
CAE Investments S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %
CAE Japan inc.	Japon	100,0 %
CAE Labuan inc.	Malaisie	100,0 %
CAE Management Luxembourg S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %
CAE North East Training inc.	États-Unis	100,0 %
CAE Services professionnels (Canada) inc.	Canada	100,0 %
CAE Professional Services Australia Pty Ltd	Australie	100,0 %
Services CAE (Canada) inc.	Canada	100,0 %

Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société :

<i>(non audités)</i>		
Nom	Pays de constitution	Participation en %
CAE Services GmbH	Allemagne	100,0 %
CAE Services Italia S.r.l.	Italie	100,0 %
CAE Servicios Globales de Instrucción de Vuelo (España), S.L.	Espagne	100,0 %
CAE SimuFlite inc.	États-Unis	100,0 %
CAE Simulation Technologies Private Limited	Inde	100,0 %
CAE Simulator Services inc.	Canada	100,0 %
CAE Singapore (S.E.A.) Pte Ltd.	Singapour	100,0 %
CAE South America Flight Training do Brasil Ltda.	Brésil	100,0 %
CAE STS Limited	Royaume-Uni	100,0 %
CAE Training Aircraft B.V.	Pays-Bas	100,0 %
CAE Training Norway AS	Norvège	100,0 %
CAE USA inc.	États-Unis	100,0 %
CAE Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %
Engenuity Holdings (USA) inc.	États-Unis	100,0 %
Flight Training Device (Mauritius) Ltd.	Île Maurice	100,0 %
ICCU Imaging inc.	Canada	100,0 %
International Flight School (Mauritius) Ltd.	Île Maurice	100,0 %
Invertron Simulators PLC	Royaume-Uni	100,0 %
Kestrel Technologies Pte Ltd.	Singapour	100,0 %
Presagis Canada inc.	Canada	100,0 %
Presagis Europe (S.A.)	France	100,0 %
Presagis USA inc.	États-Unis	100,0 %
Rotorsim USA LLC	États-Unis	100,0 %
Sabena Flight Academy NV	Belgique	100,0 %
Servicios de Instrucción de Vuelo, S.L.	Espagne	80,0 %
Simubel N.V. (a CAE Aviation Training Company)	Belgique	100,0 %
Simulator Sevicios Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100,0 %
SIV Ops Training, S.L.	Espagne	100,0 %

Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la consolidation par intégration proportionnelle :

<i>(non audités)</i>		
Nom	Pays de constitution	Participation en %
Embraer CAE Training Services, LLC	États-Unis	49,0 %
CAE Flight Training (India) Private Limited	Inde	50,0 %
CAE-Lider Training do Brasil Ltda	Brésil	50,0 %
China Southern West Australia Flying College Pty Ltd.	Australie	47,1 %
Embraer CAE Training Services (UK) Limited	Royaume-Uni	49,0 %
Emirates-CAE Flight Training LLC	Émirats arabes unis	49,0 %
HATSOFF Helicopter Training Private Limited	Inde	50,0 %
Helicopter Training Media International GmbH	Allemagne	50,0 %
HFTS Helicopter Flight Training Services GmbH	Allemagne	25,0 %
National Flying Training Institute Private Limited	Inde	51,0 %
Rotorsim s.r.l.	Italie	50,0 %
Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited	Chine	49,0 %

Placements disponibles à la vente :

<i>(non audités)</i>		
Nom	Pays de constitution	Participation en %
CVS Leasing Limited	Royaume-Uni	13,4 %
Simulateur de vol-Capital L.P.	Canada	19,5 %

La part des capitaux propres indiquée en pourcentage est établie par rapport à l'investissement total de la Société.